



Regroupement d'équipements publics

Création d'un pôle enfance

Léa BOLLINI



BOLLINI Léa

Tuteur : M. BOUTET

DA3 2014/2015

Regroupement d'équipements publics

Création d'un pôle enfance

Léa BOLLINI

BOLLINI Léa

Tuteur : M. BOUTET

DA3 2014/2015

Avertissement

- Le PIND est un premier test qui permet à l'élève ingénieur de s'évaluer (et d'être évalué par les enseignants), de prendre conscience des connaissances acquises mais également de la marge de progression et des éléments qui lui restent à acquérir.
- Le PIND est un espace de liberté (le seul dans la formation) qui mesure la motivation de l'élève ingénieur pour l'aménagement.
- Le PIND est un exercice qui doit permettre de problématiser un sujet en s'appuyant sur des recherches bibliographiques, d'élaborer un diagnostic orienté et d'émettre des propositions.

Remerciement

Je tiens à adresser mes remerciements à toutes les personnes qui m'ont apporté leur aide dans la réalisation de ce projet et qui ont pris la peine de m'accorder un peu de leur temps.

Je remercie tout particulièrement Monsieur Le Maire, Alain Chapelain, qui m'a proposé une idée de projet sur la commune de Longeville-lès-Metz et qui a fait preuve d'une grande pédagogie à mon égard.

Je souhaite également remercier Monsieur Larribe présent lors de la semaine spéciale PIND et Monsieur Thomas ainsi que Monsieur Rotge, le jury de mon oral de demi-parcours pour leur écoute et leurs conseils.

J'aimerais remercier Madame Kissel, la directrice de l'association « Pep 57 », Madame Cerf, la directrice de l'école Maternelle et le personnel de la mairie, qui ont accepté de me recevoir et de répondre à mes questions.

Enfin, je remercie mon tuteur, Monsieur Boutet pour ses précieuses recommandations.

Sommaire

| | |
|---|-----------|
| Avertissement | 3 |
| Remerciement | 4 |
| Introduction..... | 7 |
| PARTIE 1 : La commune de Longeville-Lès-Metz | 8 |
| 1. Une commune périurbaine de la 1ère couronne de l'agglomération Messine. | 9 |
| 2. Ses échelles organisationnelles..... | 11 |
| PARTIE 2 : Étude de la population..... | 13 |
| 1. La démographie de Longeville-lès-Metz..... | 14 |
| 2. Une volonté de développer la « constructibilité démographique » | 16 |
| PARTIE 3 : Étude de la vie locale et de ses associations | 19 |
| 1. Présentation de la vie locale de Longeville-lès-Metz | 20 |
| 2. Les écoles municipales | 24 |
| 3. Le centre socio culturel de Longeville centre..... | 25 |
| 4. L'association principale liée à la jeunesse : La «PeP »..... | 26 |
| 4.1. Présentation des « PeP» selon le Code Civil Local. | 26 |
| 4.2. La « Pep 57 » de Longeville-lès-Metz | 28 |
| 5. Les infrastructures municipales..... | 29 |
| 5.1. Le centre socio culturel Robert Henry..... | 29 |
| 5.2. La médiathèque..... | 30 |
| 5.3. Le complexe sportif | 31 |
| 6. Fonctionnement général de la commune. | 32 |
| 7. Conclusion sur la vie locale de la commune..... | 34 |
| PARTIE 4 :L'organisation du développement local | 35 |
| 1. Le territoire facteur du développement | 36 |
| 2. L'attractivité du territoire..... | 39 |
| 3. Orientations du PLU et du SCoTAM | 40 |
| 4. Enjeux face aux nombreux acteurs présents..... | 43 |
| PARTIE 5 : Projet d'aménagement | 45 |
| 1. Le projet d'aménagement : Un pôle enfance..... | 47 |
| 2. Pourquoi ce projet ? | 48 |
| 3. Les réglementations à suivre..... | 49 |

| | |
|---|----|
| 3.1. La réglementions des Etablissements Recevant du Public..... | 49 |
| 3.2. La réglementation lié aux haltes garderies | 50 |
| 3.3. La réglementation lié aux périscolaires et aux restaurants scolaires | 51 |
| 4. Estimation de la demande et dimension de l'infrastructure | 53 |
| 5. Profiter de l'espace disponible au sein de la commune..... | 54 |
| 6. Proposition d'aménagement..... | 58 |
| 7. L'élaboration du projet..... | 62 |
| 8. Le stationnement | 64 |
| Conclusion | 65 |
| Bibliographie..... | 66 |
| Index des sigles..... | 68 |
| Annexe 1..... | 69 |
| Annexe 2..... | 70 |
| Annexe 3..... | 71 |
| Annexe 4..... | 72 |
| Annexe 5..... | 73 |
| Annexe 6..... | 74 |
| Table des figures..... | 75 |

Introduction

A la fin de la Seconde Guerre Mondiale, pendant les « Trente Glorieuses », les progrès des sciences et des techniques ainsi que le phénomène du « baby-boom » ont engendré une importante augmentation de la population en France.

Les nouveaux flux de population, à la recherche de travail et de logement, se sont donc dirigés vers les villes, du fait de l'essor des hydrocarbures et des industries qu'elles accueillaient. Par conséquent, au terme de ces trente années, le taux d'urbanisation est passé de 53 à 75%.

Cette période s'est également caractérisée par la gestion arbitraire, assurée par le pouvoir central de l'État. Dans ce régime, le territoire n'était pas pris en compte dans les politiques de développement, si bien que le monde rural ne trouvait pas sa place. Cependant en 1970, suite au choc pétrolier, l'État a pris conscience de la situation et a transféré certaines de ses compétences aux collectivités territoriales grâce à une politique de décentralisation.

La commune de Longeville-Lès-Metz a donc entamé sa croissance démographique, en 1975 dans ce contexte économique et politique agité. Elle a profité de la décentralisation pour développer son territoire et focaliser ses efforts sur le domaine éducatif. La commune s'est notamment dotée progressivement d'infrastructures et d'équipements municipaux dédiés à la jeunesse, au sport et à la culture.

Ainsi, un certain équilibre règne entre les besoins des habitants et l'offre dont la commune dispose actuellement. Toutefois, elle souhaite profiter de cet élan pour s'engager dans de vastes projets de développement qui auront pour conséquence une hausse importante de la population. Or, en tant qu'aménageur, il est de notre ressort de nous demander dans quelle mesure la demande a évolué vis-à-vis de ces services, et quels seront les besoins futurs de la population.

Notre travail consiste donc à placer la commune dans les meilleures conditions possible pour faire en sorte que son développement local soit véritablement bénéfique. Pour cela, nous devons nous efforcer de mettre en place un projet d'aménagement à l'échelle et au contenu pertinents, qui répondra aux besoins et aux enjeux du territoire et mis en évidence dans cette étude.

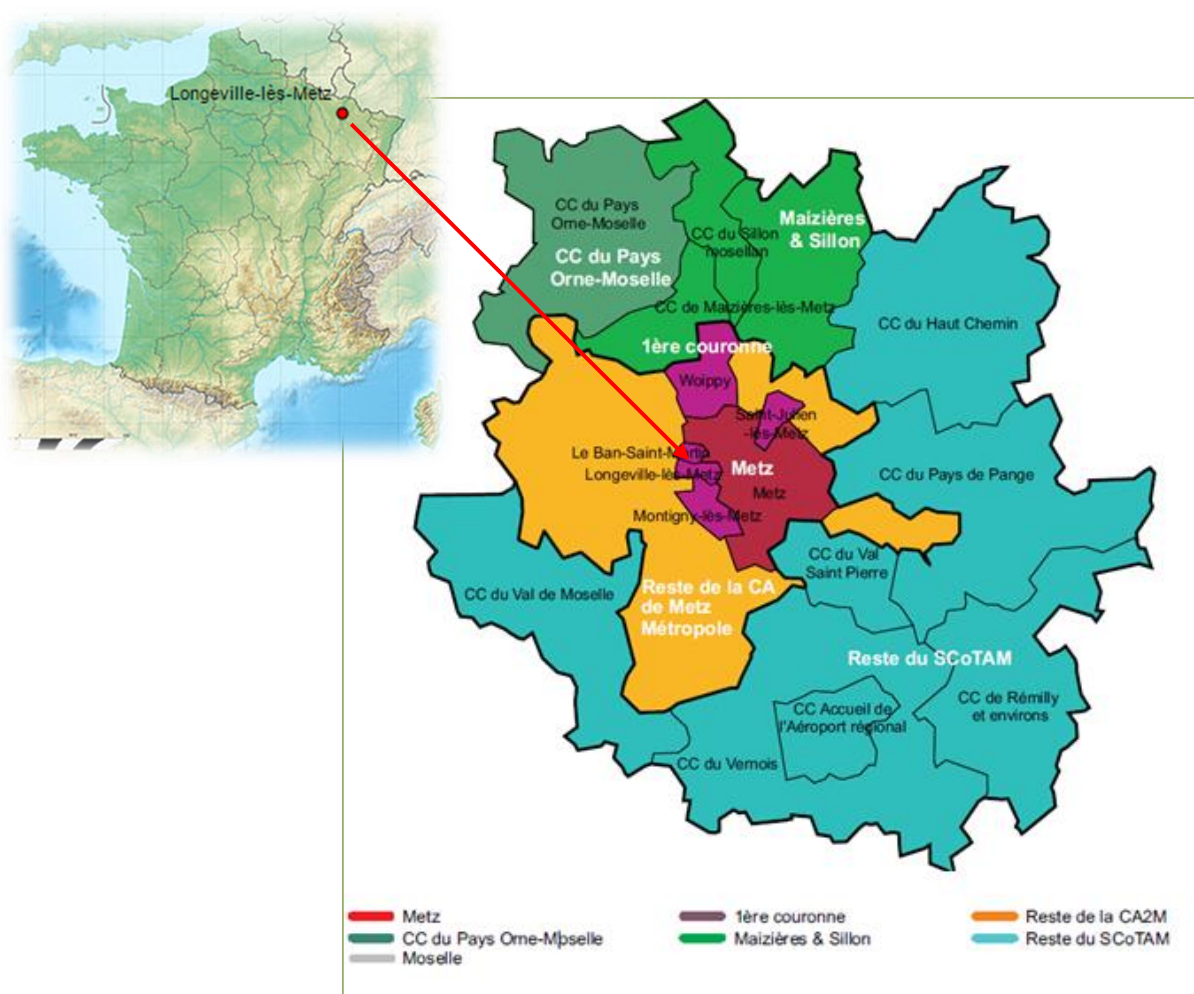
Période de 1945 à 1975, terme attribué à Jean Fourastie, en 1979

PARTIE 1 : La commune de Longeville- Lès-Metz

1. Une commune périurbaine de la 1ère couronne de l'agglomération Messine.

Longeville-lès-Metz est une commune française d'environ 2.7 km² située en région Lorraine, dans le Département de la Moselle. Localisée entre Le Ban-Saint-Martin, Metz, Montigny-lès-Metz et Scy-Chazelles. Elle est séparée d'environ 3.3 km de Metz, la capitale de la région Lorraine, ce qui en fait une commune périurbaine de la 1ère couronne de l'agglomération Messine.

Elle occupe également une position géographique intéressante car la commune est proche de trois pays européens ; l'Allemagne, la Belgique et le Luxembourg, où travaillent chaque jour 84 000 frontaliers Lorrains.



La morphologie urbaine de Longeville-lès-Metz remonte à l'époque gallo-romaine et est caractérisée par ses deux quartiers de taille voisine.

Ainsi, sur la rive gauche de la rivière se trouve Longeville centre qui a pris naissance après 1870 lorsque l'ouest du village est devenu résidentiel suite à l'urbanisation militaire. Tandis que sur la rive droite se situe l'Île Saint-Symphorien, ancien marécage qui s'est urbanisé dès 1900 le long de l'axe reliant Metz au Fort du Saint-Quentin. Ces deux parties séparées par le bras mort de la Moselle sont reliées par le Pont Verdun.

De plus, la commune est traversée par deux routes principales telles que la départementale 157a et une portion de la Nationale 3.



Figure 2 - Carte de la situation de Longeville-lès-Metz – Source Google Maps – Léa BOLLINI

En ce qui concerne les transports en commun, la commune est bien desservie depuis le 7 octobre 2013. En effet, trois lignes de bus du réseau *Le Met'* passe au sein de la ville. Ainsi la ligne 5 passe par le centre-ville en provenance de l'Ouest de l'agglomération (Jussy, Châtel-Saint-Germain) et à destination de Metz-Magny au Sud. La ligne 11 passe par l'île Saint-Symphorien en partant de Metz-Devant-les-Ponts au Nord-Ouest à destination de Metz-Borny à l'Est. Enfin, la « miniligne » 19 accessible à la demande uniquement, relie le centre-ville à l'île.



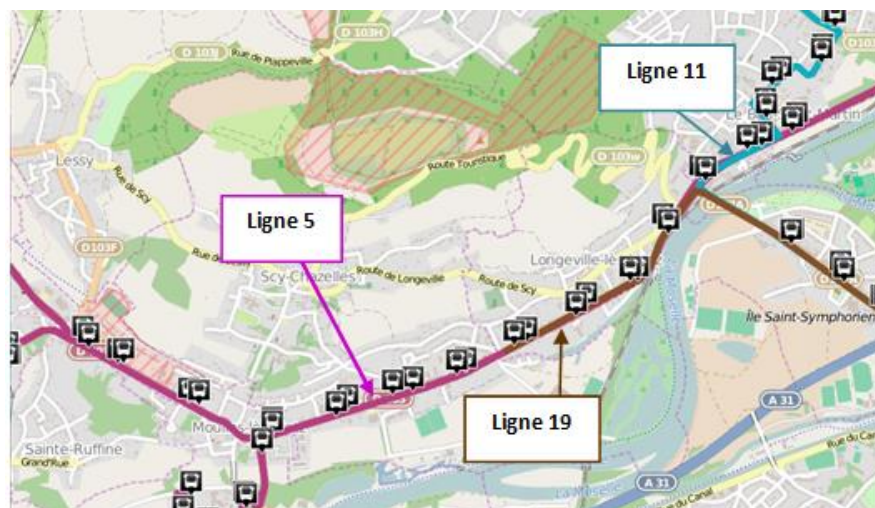


Figure 3 - Réseau des transports en commune (Le Met') - Source : Site officiel Le Met' - Léa BOLLINI

2. Ses échelles organisationnelles

Longeville-lès-Metz, collectivité territoriale se trouve sous la juridiction du Conseil Général de la Moselle ainsi que sous le Conseil Régional de Lorraine où son siège se situe à Metz.

Par ailleurs, la commune fait partie des 9 cantons, dont celle-ci dépend de Woippy pour former l'arrondissement de Metz-Campagne qui est l'un des 8 arrondissements composant la Moselle.

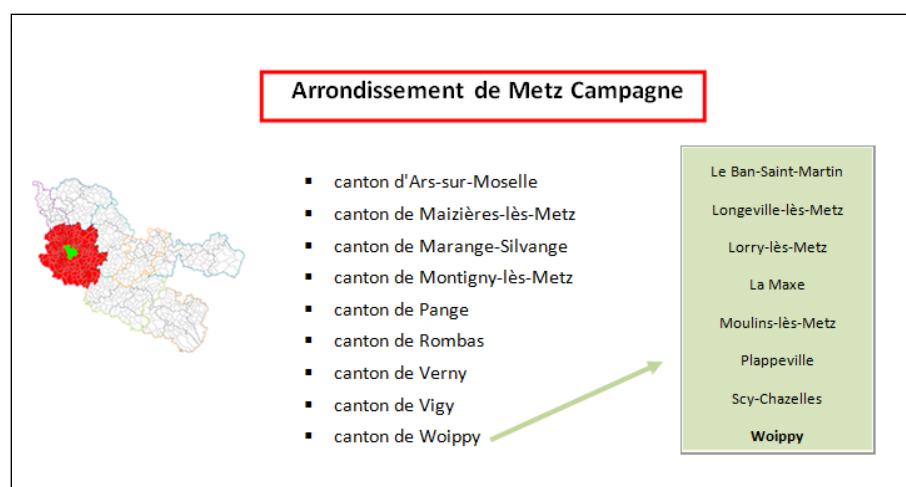


Figure 4 - Les cantons de l'arrondissement de Metz Campagne – Source : Wikipédia - Léa BOLLINI

Longeville a également décidé d'unir ses forces et de mutualiser certains de ses moyens avec d'autres communes en intégrant la communauté d'agglomération de Metz-Métropole, successeur du District de l'agglomération messine dont Longeville était membre fondateur.



À une échelle plus locale, l'administration politique de la commune est assurée par Monsieur le Maire Alain Chapelain, nouvellement réélu dès le premier tour des élections municipale de 2014. Monsieur Chapelain entame donc son troisième mandat en tant que Maire de Longeville-lès-Metz, un poste qu'il occupe depuis 2001.

En ce qui concerne les documents d'urbanisme, la commune s'est dotée très tôt d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) puisqu'elle l'a échangé contre son Plan d'Occupation des Sols (POS) en 2007. Puis, l'année 2013 marque l'année de révision de ce PLU pour la commune. Elle possède aussi un Plan de Prévention des Risques Naturels depuis 1989, qui a été modifié en 2012. De même, Longeville-lès-Metz est rattachée au Schéma de Cohérence Territoriale de l'Agglomération Messine (SCoTAM).

Par ailleurs, le syndicat mixte du SCoTAM s'appuie sur l'ingénierie de l'Agence d'Urbanisme d'Agglomérations de Moselle, ayant compétence en matière d'aménagement sur tout le territoire du SCoT de l'agglomération Messine, dont Longeville-lès-Metz. Ce syndicat intervient principalement sur les dossiers d'urbanisme et d'aménagement du territoire qui ont un rapport avec la mise en œuvre des principes du SCoT.

PARTIE 2 : Étude de la population

L'étude de la population est une analyse nécessaire lorsque les habitants d'une commune sont au centre d'un projet de réaménagement ou de construction. De plus, elle nous permettra d'évaluer par la suite, la pertinence de notre projet d'aménagement.

1. La démographie de Longeville-lès-Metz

Dénombrant seulement quelques centaines d'habitants lors de sa création, Longeville-lès-Metz est de nos jours, soit plus de 200 ans plus tard, forte de quasiment 3 000 habitants.

Cependant, l'augmentation de la démographie ne fût pas linéaire. En effet, entre 1793 et 1890, la population n'a que très peu variée, restant constante avec une moyenne de 645 habitants. Puis elle a connu une croissance irrégulière entre 1900 et 1970 avec un pic de croissance vers 1955. Enfin, la croissance a stagné légèrement à partir des années 2000. Ainsi, en 2011, Longeville-lès-Metz comptait **3 798** habitants avec une densité de 1401 hab./km² selon l'INSEE.

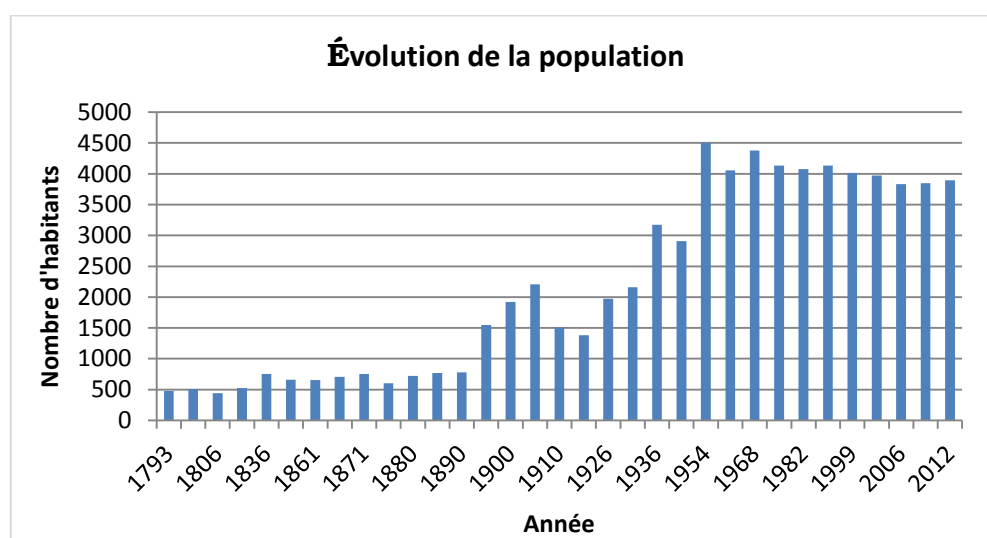


Figure 5 - Graphique représentant l'évolution de la population de Longeville-lès-Metz - Source : INSEE
- Léa BOLLINI

Nota bene : Il est intéressant de noter que malgré la stagnation prévue de la population dans les années futures au sein du SCoTAM, le nombre de ménages devrait continuer à augmenter, pour atteindre 170 000 en 2020 et 177 000 en 2030, contre 157 000 en 2008. Les ménages seraient donc plus nombreux, mais également

plus petits. L'effet de desserrement (séparations, divorces, vieillissements, personnes isolés, etc...) serait la cause de cet éventuel changement.

En ce qui concerne le type de population présente à Longeville-lès-Metz, elle peut être qualifiée de « mixte » car elle est composée majoritairement de personnes dont la tranche d'âge est comprise entre 15 à 29 ans et de 45 à 59 ans. Ainsi, les moins de 45 ans représentaient 77.2 % de la population en 2007.

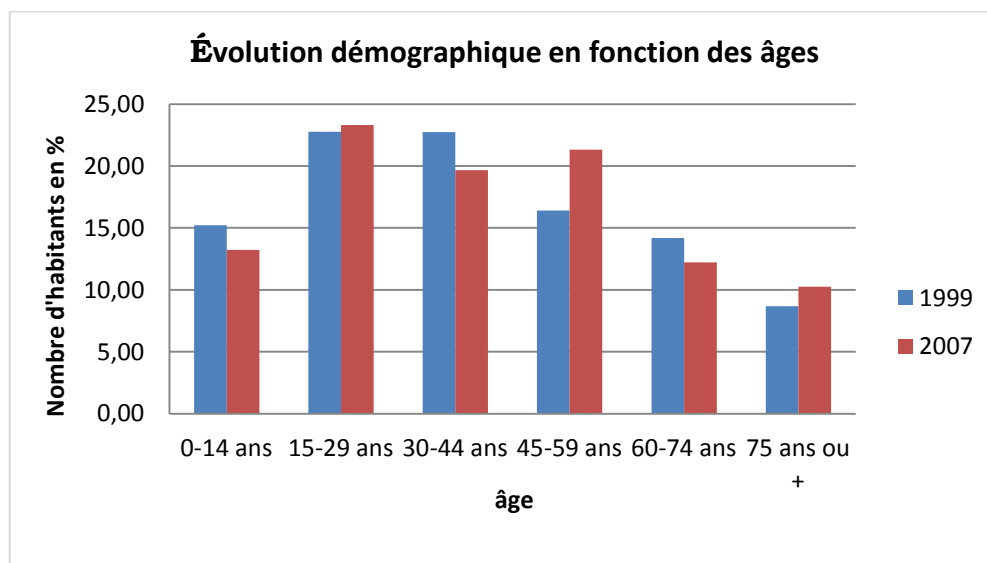


Figure 6 - Graphique représentant l'évolution démographique en fonction des âges – Source : INSEE – Léa BOLLINI

Par ailleurs, l'éducation représente depuis longtemps le socle principal de la politique communale du Maire, Monsieur Alain Chapelain. En effet, lors de notre entretien, le Maire de Longeville-lès-Metz m'a fait part de son enthousiasme à privilégier les jeunes grâce aux subventions que la commune pouvait verser aux associations dédiées à la jeunesse. Il n'est donc pas surprenant que la classe des jeunes enfants et adolescents ainsi que la classe des 30-59 ans (leurs parents) représentent à elles seules les 2/3 de la population communale.

Cependant, la légère baisse de 2% de la population des 0-14 ans en 2007, peut s'expliquer par le phénomène de diminution du nombre de jeunes couples ayant les moyens d'acquérir leur premier logement en zone périurbaine. Ceci n'est pas un phénomène particulier à la commune mais général à l'échelle nationale, qui s'explique par la détérioration du marché immobilier ainsi que la baisse du pouvoir d'achat, tous deux amplifiés par la crise financière de 2005 et 2007. Par exemple, le taux de chômage à Longeville-lès-Metz a connu une forte croissance de 2.1 % entre 2006 et 2007 pour ensuite se stabiliser à 11.5 %. Donc, le taux de chômage de 2011 était légèrement haut par rapport à la moyenne nationale (9.4 %). De plus, de nos jours la grande majorité des jeunes ménages n'a pas les moyens de devenir

propriétaire de leur premier logement, et va donc s'installer en location au sein des grandes agglomérations, et non en zone périurbaine.

Malgré cela, le renouvellement de la population aide à compenser ces pertes et donc à maintenir une certaine stabilité de la population.

Ainsi, la 1ère couronne dont fait partie Longeville-lès-Metz est, avec Metz, le secteur du SCoTAM qui a enregistré le plus fort taux de renouvellement de sa population. En effet, 26% des résidents de 2007 n'y habitaient pas cinq ans auparavant. Ce secteur se révèle particulièrement attractif auprès des Messins qui ont été près de 4 000 à s'y installer, soit 34% des 11 550 nouveaux arrivants. Parmi eux, les jeunes actifs de 23-29 ans sont les plus nombreux, semblant aspirer à un peu plus d'espace, tout en restant au contact immédiat de la ville.

Néanmoins, les cinq communes (Montigny-lès-Metz, Le Ban-Saint-Martin, Saint-Julien-lès-Metz, Woippy et Longeville-lès-Metz) composant la 1ère couronne ont des bilans et des profils migratoires contrastés. En ce qui concerne Longeville-lès-Metz, elle a accueilli proportionnellement le plus d'ouvriers parmi ses nouveaux arrivants, alors que cette catégorie sociale y était déjà surreprésentée.

Ainsi, les catégories socioprofessionnelles dominantes des ménages de Longeville-lès-Metz sont les professions intermédiaires, les employés, les ouvriers et les retraités.

Les migrations récentes en 1ère couronne tendent également à prolonger un phénomène récurrent de ségrégation sociale opérée par le niveau des revenus, mais aussi par la localisation de l'immobilier. De ce fait, Longeville-lès-Metz comprend 8% de logements sociaux et est concernée par l'obligation légale de la Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) car sa population dépasse les 3 500 habitants. ([Annexe 1](#))

Pour le reste du parc immobilier, la commune rassemble principalement de l'habitat collectif. En effet, les résidences principales représentaient 89.3% de l'ensemble des logements en 2011. Enfin, sur plus de 2049 logements présents sur le territoire de la commune, près de 25.7% sont des maisons et 33.2 % d'entre elles comportent 5 pièces ou plus.

2. Une volonté de développer la « constructibilité démographique »

Au sein du SCoTAM, deux phénomènes sont à l'œuvre. Le premier est un ralentissement puis une inversion de la croissance démographique s'accompagnant

d'un vieillissement de la population. Tandis que le deuxième est une redistribution de la dynamique démographique au sein du territoire favorisant l'étalement urbain.

Ainsi ces deux faits imposent de réfléchir à la meilleure manière d'attirer de nouvelles populations tout en accompagnant le vieillissement de cette dernière. Il est aussi question de favoriser un développement raisonné des espaces périurbains et d'encourager la mixité sociale.

Suite à cela, le bilan de Longeville-lès-Metz se résume par:

- Une population qui stagne
- Une surface importante avec quelques espaces libres
- De nombreux équipements et infrastructures consacrés aux domaines de la jeunesse, de la culture et du sport sur l'île Saint Symphorien
- Quelques commerces et services de proximité

Voici les principales raisons qui font qu'aujourd'hui la commune souhaite augmenter sa population, de façon à optimiser l'utilisation de ces équipements, mais également de se consacrer à développer les activités économiques sur son secteur. Pour cela, la politique communale va s'orienter dans un futur proche vers le développement de la « constructibilité économique et démographique ».

De plus, comme évoqué précédemment, 2014 marque un tournant dans l'avenir de la commune puisque cette année Monsieur le Maire a été réélu pour un mandat de 6 ans et que le PLU de la commune a été renouvelé en 2013.

Ainsi, suite aux récentes preuves de confiance de la part de la population à travers l'élection de Monsieur Alain Chapelain et par l'élaboration du nouveau PLU, l'équipe municipale compte mettre en place d'importants projets d'urbanisme sur le territoire de la commune durant ce nouveau mandat.

Ces projets ont été mûrement réfléchis et font suite au constat de la situation actuelle de Longeville-lès-Metz. Ils s'inscrivaient également sur le programme de M. le Maire lors des élections. **(Annexe 2)**

« Une ville en mutation, bien dans son époque où plusieurs projets, en particulier dans le domaine immobilier, verront le jour. Ces projets, je les souhaite à taille humaine dans le respect d'un environnement de qualité et de cadre de vie agréable à tous. J'y attacherai toute l'importance nécessaire. » Monsieur le Maire Alain Chapelain

Il semble évident que les futurs projets concernant essentiellement le milieu immobilier (rénovation, construction de résidences et de logements sociaux) vont

entraîner quelques changements dans le paysage et dans l'organisation de la commune. Outre les intérêts économiques, la conséquence majeure sera l'augmentation démographique que connaîtra la commune. L'objectif étant de « gagner » des habitants dans les quelques années à venir, il s'agit aujourd'hui de se poser la question :

- **La commune est-elle à même de les accueillir ?**

Pour répondre à cette question il s'agira d'étudier avec attention la situation actuelle de la commune vis-à-vis de ses installations publiques, de ses bâtiments et de ses autres équipements.

Il faudra également observer comment évoluent les infrastructures communales avec la population présente, et s'assurer qu'elles pourront s'adapter à une augmentation démographique.

Dans le cas contraire, il s'agira, en tant qu'aménageur, de trouver et proposer une solution pertinente et efficace, face à la situation, de manière à rendre possible la réalisation de projet(s).

PARTIE 3 : Étude de la vie locale et de ses associations

La partie précédente, nous a permis de réaliser un état des lieux, notamment sur l'évolution de la population et de prendre en compte les objectifs envisagés par la commune dans les années à venir. Il est donc intéressant de réaliser simultanément un diagnostic ciblé sur les services et les équipements communaux actuels qui entretiennent la vie locale de la commune.

1. Présentation de la vie locale de Longeville-lès-Metz

La commune de Longeville-lès-Metz a fait de la jeunesse et de l'éducation, et ce depuis longtemps, une priorité en matière de développement, qui se ressent dans la politique communale mais surtout dans la vie et l'ambiance locale. Par exemple, un *Pass'Sports* est mis en place pour les jeunes de 12 à 18 ans, leur permettant d'accéder à des matchs messins (FC Metz, H2M ou SMEC) et des activités gratuitement.

Récemment, elle s'est efforcée de mettre en place de nombreuses infrastructures et équipements s'articulant autour de l'école élémentaire de Longeville Ile Saint-Symphorien. En effet, il y a, à la disposition des enfants un périscolaire (centre des loisirs) ainsi qu'un restaurant scolaire à proximité.

Par ailleurs, le secteur culturel et sportif n'est pas négligé pour autant puisque la commune possède un complexe sportif, une aire multisports, des stades, une médiathèque toute neuve ainsi qu'un centre socio culturel.

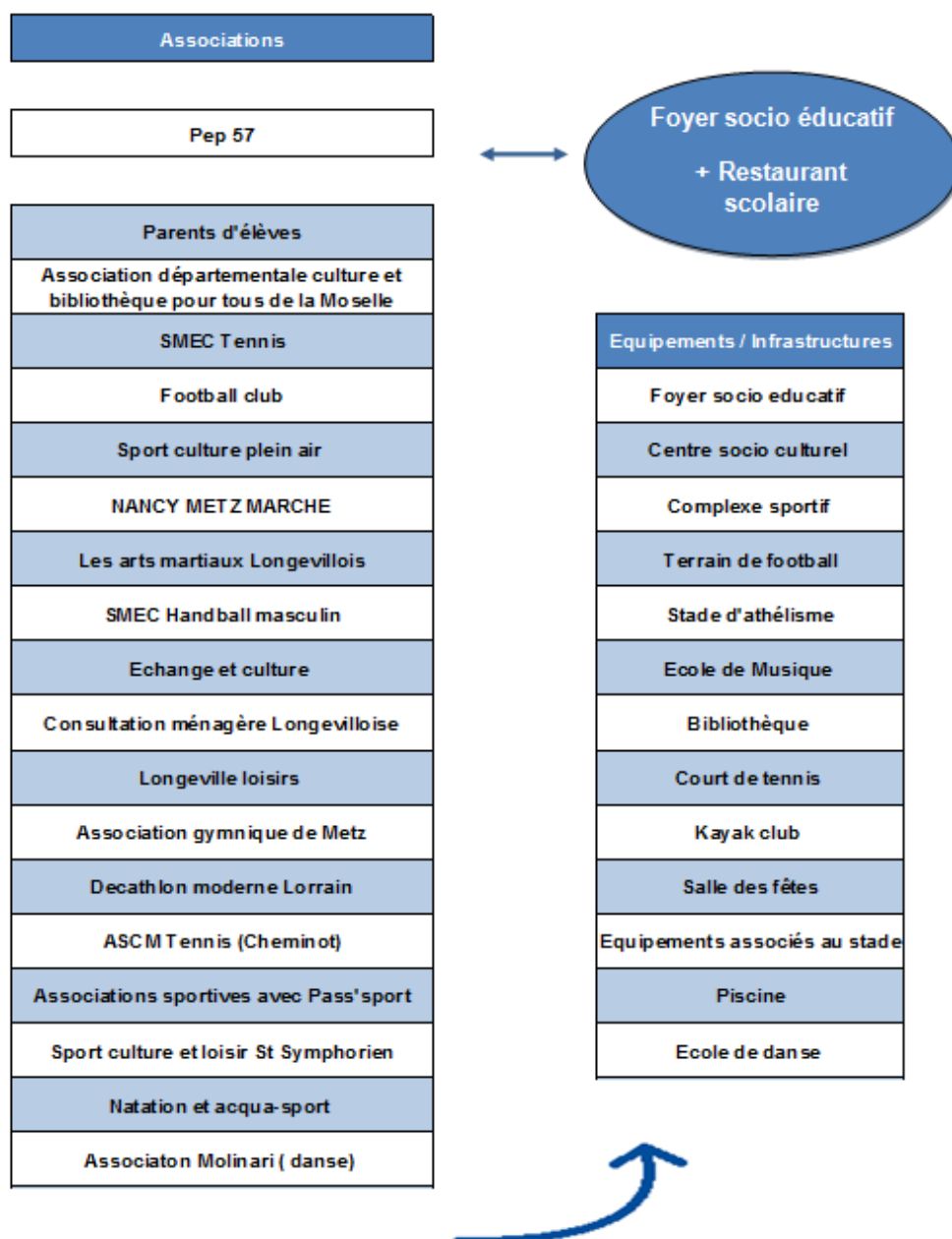


Figure 7 - Schéma des équipements de la commune et des associations qui les utilisent – Source : Mairie – Léa BOLLINI

Le schéma ci-dessous, récapitule les différentes associations présentes sur la commune de Longeville-lès-Metz, ainsi que les bâtiments et les terrains mis à leur disposition. De même, il ne faut pas oublier les écoles communales, autour desquelles s'articulent beaucoup de ses associations.

Comme évoqué précédemment dans ce rapport, la commune est organisée physiquement parlant, en deux parties bien distinctes mais directement contigües par le pont Verdun. Ce phénomène pose donc la question de la répartition des infrastructures et des équipements communaux entre ces deux entités.

Par conséquent, il s'avère que le développement ne s'est pas effectué selon une logique de partage entre les deux parties de la commune. Effectivement, la mairie, premier bâtiment communal, se trouve à Longeville centre depuis ses origines. Tandis que la majorité des équipements et des bâtiments communaux sont éloignés de cette dernière et se situent au centre de Longeville Ile Saint-Symphorien ou à l'extrémité de Metz, à l'exception du centre socio culturel R. Henry dédiés aux adultes (activités ménagères, activités sportives...).

Ce phénomène de « délocalisation » peut s'expliquer par la proximité de la ville de Metz. En effet, si les infrastructures des associations sont situées à l'extrémité des deux villes, cela augmente leur chance d'attirer un plus grand nombre de personnes motivées et intéressées.

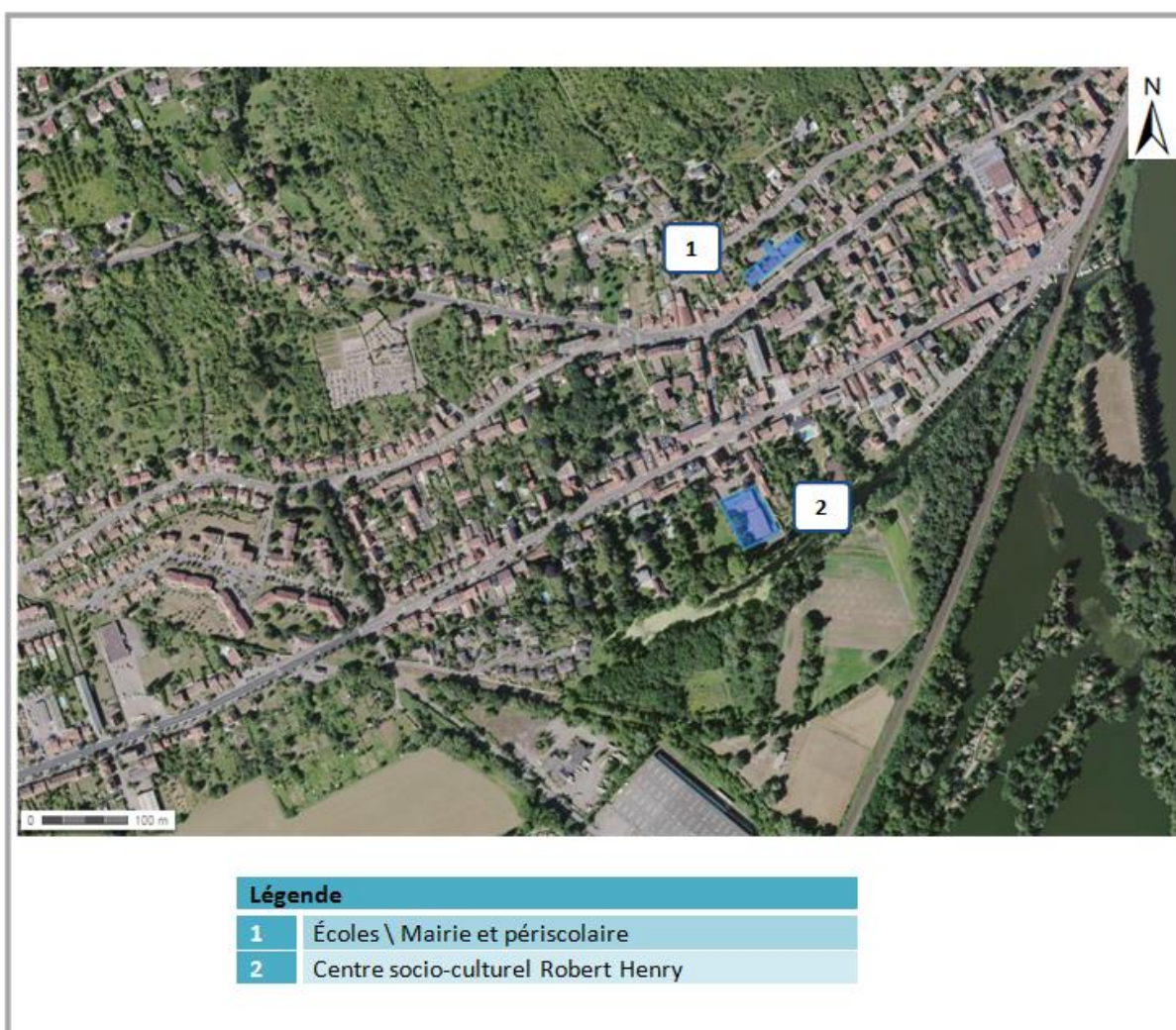


Figure 8 - Localisation des infrastructures au niveau de Longeville centre – Source : Mairie – Léa BOLLINI



Légende

| | |
|---|--|
| 1 | Ecole et Centre socio éducatif P. Rodesch |
| 2 | Centre socio culturel St Symphorien et Médiathèque |
| 3 | Terrains de sport |
| 4 | Complexe sportif St Symphorien et infrastructure pour le Kayak |
| 5 | Stade |
| 6 | Terrains de tennis |
| 7 | Structure liée aux sports nautiques |

Figure 9 - Localisation des infrastructures au niveau de Longeville Ile Saint Symphorien – Source : Mairie – Léa BOLLINI

Il s'agit maintenant de s'attarder sur chaque association et équipements principaux de la commune qui devront s'adapter face à une hausse de la population et du dynamisme local.

A savoir :

- Les écoles municipales : points centrales tant physique qu'organisationnel de cette commune.

- L'association majeure de la commune relative à la jeunesse et à la culture : Pep 57
- Les bâtiments communaux sous la gestion de la commune : la médiathèque, le complexe sportif et les deux centres socio culturels
- Sans oublier les accès, la voirie et la sécurité de la commune réunissant une concentration exceptionnelle d'infrastructures sur une superficie relativement faible (Longeville Ile Saint Symphorien), ainsi que les éventuels risques actuels et futurs.

2. Les écoles municipales

Il existe 2 écoles municipales au sein de la commune de Longeville-lès-Metz. La première située à Longeville centre compte 91 enfants au total. Tandis que l'école de Longeville Ile Saint-Symphorien reçoit 74 enfants. Ces écoles accueillent les enfants de la maternelle jusqu'au primaire (de la petite section au CM2).

Les cours sont assurés par une équipe de 7 enseignants et 2 ATSEM à Longeville centre et de 5 enseignants et de 2 ATSEM à Longeville Ile Saint-Symphorien. Pour chacune de ses écoles, les équipes pédagogiques se répartissent les horaires (un seul enseignant ne s'occupe pas d'une seule et même classe à temps plein) et la partie administrative est gérée à mi-temps par un des professeurs qui occupe en parallèle le poste de directrice.

L'école de Longeville Ile Saint Symphorien travaille en relation avec le centre de loisirs (Pep57) qui assure la prise en charge des enfants avant et après la classe ainsi que pendant la pause méridienne.

Alors que l'école de Longeville centre travaille avec la mairie pour la prise en charge des enfants scolarisés le matin et le soir tandis que la Pep57 les accueille pour la pause du midi.



Figure 10 - École de Longeville centre (à droite) et école de Longeville Ile Saint Symphorien (à gauche) – Léa BOLLINI

De plus, suite aux nouvelles directives, la réforme des rythmes scolaires a été appliquée par la commune depuis la rentrée 2013. Cette réforme vise à modifier l'emploi du temps actuel des élèves d'école primaire, le faisant passer de 4 jours d'école par semaine à 4 jours et demi. L'objectif est d'alléger la journée de classe pour les enfants en répartissant mieux leurs heures.

Il s'agit d'un chantier important pour l'organisation scolaire communale, complexe à mettre en place, car de nombreux acteurs sont concernés. En effet, cette réforme vise à réduire la durée d'une journée scolaire à 5h30 au maximum pour que les enfants aient la possibilité de pratiquer des activités extra-scolaires en fin d'après-midi. Ces temps péri et extra-scolaires sont pris en charge par la Pep57 et les autres associations sportives présentes sur la commune. Il a donc fallu consulter tous ces organismes pour mettre en place la réforme mais grâce aux bonnes relations et organisations existantes entre chacun, cela a pu aboutir à un résultat satisfaisant pour tout le monde.

Pour conclure, la municipalité s'est acquittée avec succès de la lourde tâche de la réforme des rythmes scolaires grâce à l'aide de nombreux partenaires. Enfin, concernant la question de la disponibilité au sein des écoles, ceci n'est pas un problème selon les différentes directrices et le Maire. Cette interrogation est importante car de nouveaux logements apparaîtront prochainement.

3. Le centre socio culturel de Longeville centre

Depuis longtemps ce centre « socio-culturel » géré par la mairie accueille exclusivement les élèves de l'école maternelle et primaire de Longeville centre à cause de l'insuffisance de place de cette dernière. La structure est donc en charge de 10 enfants le matin, de 20 enfants le soir et animée par 4 animateurs.



Figure 11 - Centre socio-culturel de Longeville centre – Léa BOLLINI

4. L'association principale liée à la jeunesse : La «PeP »

4.1. Présentation des « PeP» selon le Code Civil Local.

26



Figure 13 - Logo des "PeP"

Elles sont un lieu de développement d'actions innovantes en adéquation avec les problématiques éducatives et sociales identifiées sur leur territoire d'actions. Leurs opérations ont été reconnues utilité publique en 1919. Ainsi, l'action des « PeP » se fait en complémentarité de l'école, pour l'accompagnement de l'enfant et de sa famille, notamment dans les domaines du social, du médico-social, de l'éducation et des loisirs.

Selon les articles du Statut approuvés par l'Assemblée Générale extraordinaire du 17 avril 2013, l'association dite "Association Départementale des Pupilles de l'Enseignement Public de la Moselle" a été formée le 12 février 1946. Elle a également été inscrite le 11 décembre 1946 au Tribunal Cantonal de Metz au registre des associations (Volume VI n°29), sous l'appellation "Association des Pupilles de l'Enseignement Public".

Cette association est régie par les articles 21 à 79 III du Code Civil Local maintenu en vigueur dans les départements du Haut Rhin, du Bas Rhin et de la Moselle. Elle est donc connue sous le nom de « Association Départementale des PeP57 » ou « les PeP57 ». De plus, l'association est affiliée à la Fédération Générale des « PeP », après agrément par son conseil d'administration.

Enfin, les « PeP » sont fondées sur les valeurs de laïcité et de solidarité. Ainsi, l'association favorise l'action de l'enseignement public. Elle contribue à l'éducation et à la formation des enfants, des adolescents et des adultes, tout particulièrement de ceux victimes de la pauvreté et de l'exclusion sociale ou en situation d'handicap. L'association joue aussi un rôle important au niveau du développement local en s'impliquant dans les manifestations à caractère social et culturel.

L'organisation des associations « PeP » se résume par des membres adhérents et de membres d'honneur. Par conséquence, les membres adhérents sont composés de personnes majeures ou mineures. Tandis que les membres d'honneur sont des personnalités qui ont rendu d'éminents services à l'association.

Pour terminer, les ressources de l'association proviennent essentiellement des cotisations des adhérents, des financements affectés par l'État et par les collectivités locales ou parapublics. De plus, les produits des rémunérations perçues pour service rendu ou des souscriptions volontaires ainsi que les dons sont également des revenus pour les « PEP ».

4.2. La « Pep 57 » de Longeville-lès-Metz

Pour en revenir à l'échelle de la commune, l'association « Pep57 » est présente depuis 2011 sur le territoire à Longeville Ile Saint-Symphorien. Elle remplace l'association CLAS (Centre loisirs et animation sociale) qui était en partenariat avec la ville avant de subir une mise en liquidation judiciaire.



Figure 14 - L'extérieur du Centre Pierre Rodesh à Longeville Ile Saint Symphorien – Léa BOLLINI

Le fait que ce centre de loisirs dispose de ses propres locaux constitue une particularité pour la commune. Par conséquent, l'association a la possibilité de faire la part des choses entre les enfants de l'école maternelle (de 3 à 6 ans), les enfants de l'école primaire (de 6 à 11 ans) et ceux de l'extérieur.

En terme d'activités, les 5 animateurs sont en charge du périscolaire et de l'extrascolaire. Ce qui signifie qu'ils peuvent prendre en charge la pause méridienne en accompagnant les élèves de l'école jusqu'au restaurant scolaire pour le repas puis proposer des activités jusqu'à la reprise des classes de 12h à 13h30. De plus, ils peuvent également accueillir les enfants avant et après la classe, soit le matin de 7h à 8h30 et le soir de 15h30 à 18h30. Par ailleurs, des services sont également à disposition le mercredi ainsi que durant les périodes de vacances scolaires, sous conditions d'inscriptions.

Ce « centre des loisirs » dispose d'une grande salle d'animations qui peut être découpée en trois salles différentes, d'une salle de restauration, d'une salle de repos, d'une cuisine, d'une cour et d'un préau ainsi qu'une salle dédiée à l'administration et à la gestion de l'association.

L'association connaît une assez bonne fréquentation, elle a notamment enregistré au total, l'adhésion de 200 enfants de Longeville-lès-Metz cette année. Ainsi concernant le périscolaire, elle assure l'accueil de 10 élèves le matin, de 45 élèves le midi et de 23 enfants le soir provenant de l'école maternelle et primaire Saint-Symphorien. Tandis que pour l'école maternelle et primaire de Longeville centre, elle assure le repas du midi pour 45 à 55 élèves.

En termes de budget, l'association dispose des subventions de la CAF et tire des revenus des cotisations des parents adhérents.

Pour conclure, en termes de capacité d'accueil, la directrice du centre socio culturel de Longeville Ile-Saint-Symphorien juge que ces locaux sont adaptés à la demande actuelle. De ce fait, l'augmentation démographique prévue pour les prochaines années va entraîner une variation de cette demande et nécessitera que l'association adapte son offre.

Cependant, concernant celui de Longeville centre, il montre une insuffisance en termes d'espace et un manque d'équipement pour satisfaire les besoins des enfants. Ainsi, l'agrandissement et la rénovation des locaux actuels pourraient être considérés comme une priorité.

5. Les infrastructures municipales

5.1. Le centre socio culturel Robert Henry



Figure 15 - Centre socio culturel Robert Henry – Source : Mairie de Longeville-lès-Metz – Léa BOLLINI

Longeville-lès-Metz a mis à disposition une infrastructure« le centre socio culturel Robert Henry » pour diverses associations qui voudraient s'installer au sein de la commune.

Ainsi, les locaux accueillent l'Association « L'Accompagnement » qui intervient dans un rayon de 25 Km, principalement à Metz. Elle permet d'accompagner bénévolement des personnes en fin de vie et leur entourage.

Le bâtiment comporte aussi un centre médico-social, réservé aux assistantes sociales et au Relais Assistante Maternelle (RAM) sous la gestion de la « Pep57 ». Le Relais Assistante Maternelle a ouvert le 15 novembre 2012 afin de créer une structure intercommunale d'aide aux parents à la recherche d'un mode d'accueil pour leurs jeunes enfants. Le relais est animé par une éducatrice de jeunes enfants.

5.2. La médiathèque

Inauguré il y seulement 1 an, cette médiathèque remplace la bibliothèque municipale, qui se situait autrefois dans l'aile gauche du groupe scolaire primaire de St Symphorien. Cette offre culturelle a été rendue possible par la signature d'une convention de partenariat avec l'Association départementale Culture et Bibliothèques pour tous de la Moselle afin de proposer à ses habitants un projet de développement de la lecture.



Figure 16 - La médiathèque de Longeville-lès- Metz - Source : Mairie de Longeville-lès-Metz – Léa BOLLINI

Actuellement, située au 1^{er} étage du centre socio culturel Saint Symphorien, elle peut accueillir petits et grands avec un espace adulte, un espace adolescent, un espace enfant, et un espace multimédia ainsi qu'un coin travail. Elle met à la disposition des habitants un grand nombre de revues, de romans et de magazines. La grande particularité de la structure est son emplacement, qui permet d'organiser des manifestations, des réunions ou des activités (cuisine, bricolage...).

Depuis 2005, une vingtaine de bibliothécaires, tous bénévoles ont assuré la gestion de l'ancienne bibliothèque. La commune a donc choisi de maintenir sa confiance à Bibliothèque Pour Tours pour assurer la gestion de la médiathèque. Par ailleurs, le 14 janvier 2014 est signée une convention avec cette association concernant la gestion de la médiathèque.

De même, dans le cadre de l'installation de cette dernière, la commune a passé une convention avec La Division de la Lecture Publique et des Bibliothèques qui est chargée de mettre en œuvre la compétence départementale obligatoire relative au développement de la lecture publique.

5.3. Le complexe sportif



Figure 17 - Le complexe sportif - Source Mairie de Longeville-lès-Metz – Léa BOLLINI

Cet immense espace entièrement dédié à la pratique du sport correspond à l'ancien Palais des Sports de Metz, détruit le 7 Mars 1999 par un incendie criminel.

Cette structure construite à l'extrémité de la ville de Metz ne fonctionne absolument pas en sous régime, bien au contraire, la fréquence ne fait que s'accroître. Le bâtiment est entièrement sous la responsabilité et la gestion de la municipalité. Néanmoins, Elle sert de salle de sport adaptée avec les équipements nécessaires aux lycées de proximité.

Le complexe comprend à ce jour 4 salles. La première dédiée à la gymnastique artistique, au Volley-ball, au Basket-ball et au Tir à l'arc. La seconde annexe permet de pratiquer des sports similaires. Cependant, cette dernière permet aux sportifs de s'entraîner à différents types de boxe. La troisième salle est exclusivement dédiée au tennis de table. Enfin, la salle omnisport sert aux compétitions de Badminton, de Tennis, de Tennis de table, de Gymnastique, de Football, de Boxe anglaise, de Volley-ball ainsi que de Judo, Jujitsu, de Taïso et de Handball.

C'est un lieu qui intéresse beaucoup les habitants des communes voisines car le complexe possède deux grands parkings. De ce fait, les gens se garent à cet endroit

afin de se rendre au centre ville de Metz, au Plan d'Eau (Parc) ou au stade Saint Symphorien lors de match organisés contre le FC Metz ainsi que de profiter des autres terrains de sport.

Pour conclure, il existe de nombreuses infrastructures dédiées aux différents types d'âges présents sur la commune. Cependant, d'après ce diagnostic, on peut remarquer qu'il n'existe qu'un seul lieu d'accueil lié à la petite enfance (le Relais d'Assistance Maternelle) pour l'ensemble de la commune.

6. Fonctionnement général de la commune.

Nous avons vu dans cette partie que la commune connaissait une grande concentration de services, d'équipements et de bâtiments communaux. Cependant, elle rassemble dans un périmètre restreint une grande majorité des associations et des infrastructures dont nous avons fait l'étude précédemment.

En outre, la répartition inégale des services est très marquée entre les deux quartiers de Longeville centre et de Longeville Ile Saint-Symphorien.

On remarque également que Longeville Ile Saint-Symphorien présente une densification plus importante que sa voisine. Cela lui permet de s'organiser autour d'un axe unique, suivant la direction Nord Ouest/Sud Est: le boulevard Saint Symphorien. Cette disposition spatiale permet une utilisation optimale de tous ces bâtiments et des services qu'elle propose, notamment par rapport à la question de la sécurité.

De plus, comme indiqué sur la carte ci-dessous (figure 15), la division ne s'est pas faite au hasard puisqu'on peut constater que la partie vers le Nord de l'Ile ne comprend que les écoles et les services qui la concernent directement elle et ses élèves ; le restaurant scolaire et le centre de loisirs.

A l'inverse, le côté vers le Sud comprend tous les bâtiments communaux à vocation sportive. De cette façon chaque zone peut vivre indépendamment de l'autre, en limitant la traversée de la route, et donc en réduisant les risques au minimum.

La seule exception présente se situe au niveau du nouveau centre socio-culturel accueillant la médiathèque car il se situe entre les deux zones.



Figure 18 - Organisation spatiale de l'Ile Saint Symphorien Source :Géoportail – Léa BOLLINI

Ainsi, la première conséquence de cette restriction des accès routiers est la réduction des risques liés à la circulation automobile et à la voirie. Par ailleurs, le fait que Longeville Ile Saint-Symphorien suit un axe unique signifie qu'il est divisé en deux par rapport au boulevard Saint Symphorien, et que de ce fait plusieurs bâtiments sont accessibles entre eux à pied ou à vélo.

Par exemple, ci-dessous, cet extrait de plan de Longeville-lès-Metz montre que différentes infrastructures sont très proches ou reliées par des chemins de terre accessibles seulement par des mobilités douces.



Figure 19 - Exemple des différentes infrastructures voisines – Source : Mairie – Léa BOLLINI

De plus, le boulevard Saint-Symphorien n'est qu'un axe principal de passage et ne constitue pas, au vu de la taille du périmètre en question, un moyen de se déplacer à l'intérieur de cet espace de centralité de services à l'exception du service scolaire et des activités culturelles. De plus, certains habitants ne pouvant pas s'y rendre directement à pied ou à vélo vont prendre leur voiture mais la déposeront dans un parking, notamment celui du complexe sportif.

Enfin, afin de favoriser les liaisons douces au sein de ce périmètre il faut permettre aux habitants de laisser leur voiture dans un endroit approprié. De plus, la présence de l'école et du centre de loisirs dans cette partie de la commune requiert une grande capacité d'accueil pour tous les parents qui viennent y déposer leurs enfants le matin et qui viennent les récupérer le soir.

Pour cela la commune dispose de plusieurs parkings ou d'espaces dédiés au stationnement de la voiture à l'intérieur du périmètre de ce quartier, le premier se situe le long du boulevard Saint Symphorien, le deuxième parking se situe au niveau de la place de l'Église (à 6min à pied de l'école Saint Symphorien) et le troisième se trouve à l'entrée de l'école.

7. Conclusion sur la vie locale de la commune

Pour conclure, cette analyse démontre que même si chacune des structures communales étudiées travaille avec une autre, elles restent cependant autonomes.

Chacune d'elles disposent d'une situation différente en ce qui concerne sa capacité d'accueil, son offre et ses perspectives d'évolution. De ce fait, elles vont s'adapter plus ou moins bien face à une forte augmentation de la population, certaines structures ayant encore de la marge et d'autres pas.

Ainsi ce diagnostic met en évidence la présence de problèmes à résoudre avant de pouvoir accueillir dans les meilleures conditions possibles, les projets qu'annoncent la municipalité (comme par exemple, la construction de logements sociaux ou de résidences). En effet, l'offre de certaines infrastructures, notamment celle du centre socio culturel de Longeville centre proposée actuellement ne correspondra pas à la demande dans un futur proche, si l'on ne met pas en place un projet lui permettant de s'adapter.

PARTIE 4 : L'organisation du développement local

Le diagnostic ciblé des associations et des équipements communaux montre qu'il est nécessaire de réaliser un projet d'aménagement sur le territoire de la commune pour la préparer aux changements démographiques et économiques qui se dessinent. Cependant, il faut prendre la peine de la réflexion, en tenant compte de tous les facteurs et en ayant pleinement conscience des enjeux et objectifs pour réaliser ce projet.

1. Le territoire facteur du développement

De nos jours, les problématiques inhérentes au territoire sont prises en compte par le développement économique, même si cela semble évident aujourd'hui, cela n'a pas toujours été le cas. En effet, avant que l'État ne lance les premières grandes opérations de décentralisation, le territoire n'était pas considéré comme un support du développement.

Si bien que pendant la période des trente glorieuses, l'État représentait l'unique acteur public du développement économique, sur la base d'un schéma de croissance exogène. Il s'agissait d'une croissance extensive et interne, c'est-à-dire que la production s'établissait dans une logique d'augmentation perpétuelle des actifs matériels et immatériels.

Le foncier avait donc une place importante pendant cette période, ce qui signifiait que la biodiversité n'était pas prise en compte. Ainsi, ce type de production industrielle de masse reposait sur une utilisation disproportionnée du pétrole et abondant à l'époque. C'est pourquoi la gestion arbitraire et la politique centralisée de l'État a montré ses limites lors des deux chocs pétroliers de 1973 et 1979.

La France est alors entrée dans une vaste période de décentralisation avec la remise en cause de l'État qui admet qu'il est nécessaire de déléguer certains de ses pouvoirs et de ses compétences. Suite à cela, trois grands actes ont vu le jour :

- **Loi Defferre du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions.** (Sous la présidence de F. Mitterrand et le gouvernement de P. Mauroy). « On retire des pouvoirs exécutifs jusque-là exercés par le Préfet, pour les octroyer aux collectivités locales (Régions et Départements). Le Préfet exerçait une tutelle sur ces collectivités et disposait du droit d'annulation sur leurs décisions. » Après cette loi, la Région et le Département deviennent des collectivités territoriales de plein exercice.

- **Loi constitutionnelle du 28 mars 2003 relative à l'organisation décentralisée de la République.** (Sous la présidence de J. Chirac et le gouvernement de J.P. Raffarin). « Le

statut de « France décentralisée » est introduit dans la constitution et l'on accorde aux collectivités territoriales l'autonomie financière.

-Loi du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales. (Sous la présidence de N. Sarkozy et le gouvernement de F. Fillon). Maintien des Régions et Départements mais suppression des conseillers régionaux et généraux, remplacés par un conseiller territorial. Renforcement également du dispositif intercommunal pour qu'aucune commune ne soit en dehors d'une intercommunalité. Mais aussi la possibilité pour des collectivités de fusionner de manière à réduire le nombre des acteurs locaux.

Enfin, suite à sa récente nomination par F. Hollande au poste de Premier Ministre, M. Valls a annoncé prévoir un nouvel acte à l'histoire de la décentralisation française. Il compte d'ici 2017 réduire de moitié les Régions pour générer une économie de 15 milliard d'euros (d'après la Banque de France). Par ailleurs, il souhaiterait supprimer la clause de compétence générale des collectivités locales, ainsi que les conseils départementaux.

C'est ainsi que nous sommes passés dans une logique de gestion ascendante et non plus descendante, en utilisant le local pour faire du développement. Par conséquence, le territoire devient un point central du développement local. Le schéma de croissance passe également de exogène à endogène, grâce à une production de meilleure qualité et une optimisation des biens préexistants. On produit mieux avec ce que l'on a déjà au lieu de produire plus.

Cependant, ce phénomène va entraîner de la concurrence entre territoires et ces derniers vont plus ou moins bien s'adapter. Le territoire devient donc un facteur d'innovation et il est imprudent de ne pas le prendre en compte. Il est aussi primordial pour une collectivité, quelle que soit sa taille ou son échelle, de promouvoir ses atouts et rester attractive.

Jusqu'à présent la commune a su cibler ses points forts et les développer de manière à maintenir son niveau d'innovation et d'attractivité. Comme beaucoup de communes dans la région, l'économie de Longeville-lès-Metz tournait autour de l'activité militaire (logements, casernes...). Néanmoins depuis cinq ans, les redéploiements des armées au sein du territoire national ont libéré de nombreuses infrastructures et a donc engendré une sous-utilisation de ces dernières. Ainsi, de nos jours, l'économie évolue autour du tourisme urbain avec des infrastructures de loisirs (ex : le Stade Saint Symphorien, les équipements liés au sport nautique, les espaces naturels) et des infrastructures historiques (ex : Demeure de Napoléon III). Enfin, l'agriculture (blé, colza, orge) a aussi une place importante dans le développement de la commune. En effet, il faut insister sur l'importance des espaces agricoles, forestiers et aquatiques dans la perception de la population, en particulier urbaine ou

issue de la ville car ces espaces ont un impact non négligeable sur la qualité de leur cadre de vie quotidien.



Figure 20 - Photo du Plan d'Eau – Léa BOLLINI

Une autre conséquence majeure de la décentralisation est la prise en compte de l'aspect écologique et environnemental du territoire. C'est ainsi qu'en 2007 le président N. Sarkozy lance le concept du « Grenelle Environnement » qui est un débat à l'échelle nationale sur la question de la biodiversité. A la charge du ministre de l'écologie J.L. Borloo, ces rencontres politiques font naître deux lois qui sont aujourd'hui incontournables en terme de développement local : les lois Grenelle I (2009) et Grenelle II (2010). Ces lois sont prévues pour des objectifs à long terme comme restaurer la biodiversité, réduire la consommation énergétique ainsi que la pollution (gaz à effet de serre). Pour cela elles vont renforcer les pouvoirs des collectivités locales pour promouvoir des actions de développement durable, et mettre en place de nouvelles normes dans les documents d'urbanisme, comme la mise en place de corridors écologiques (trame verte et bleu) ainsi qu'un plan climat énergie.

D'ailleurs, à l'échelle du SCoTAM, le site du Mont Saint Quentin est un site classé qui s'étend sur près de 1 400 ha et six communes dont Longeville-lès-Metz.

De plus, la préservation du patrimoine et des paysages est au cœur des préoccupations des communes du SCoTAM. Ainsi, afin de promouvoir l'environnement, la constitution d'itinéraires de promenades pédestres et cyclables ont été réalisées de manière à valoriser ce patrimoine tout en encourageant les « loisirs-nature ». Plusieurs intercommunalités ont aménagé des parcours de randonnée. Dans ce cadre, l'Île Saint-Symphorien de Longeville-lès-Metz est inscrite dans les cartes des balades nature de Metz Métropole.

2. L'attractivité du territoire

L'état des lieux et le diagnostic permettent de souligner que la commune est très bien pourvue en ce qui concerne les équipements et infrastructures, en particulier concernant la jeunesse et l'éducation mais aussi pour les sports et la culture.

Ce niveau de qualité est assez surprenant au regard de la faible population communale. En effet, la commune est bien mieux équipée en comparaison des communes voisines de taille et de population équivalentes ou supérieur, si bien que le niveau d'infrastructures correspond à des villes plus peuplée. Il s'agit sans aucun doute d'un facteur qui pèse considérablement dans l'attractivité communale et qui a participé à l'augmentation démographique que la commune a connue.

C'est la raison pour laquelle Longeville-lès-Metz, forte de son innovation dans ces secteurs (jeunesse, sport et culture) par rapport à certains de ses voisins et consciente de cette attractivité, se permet une telle politique de constructibilité démographique.

Cependant, il ne faut pas confondre le nombre de ces infrastructures et leur taille. En effet, il faut se pencher sur le fonctionnement et l'organisation de chacune d'elles avec la population actuelle avant de savoir si à terme elles pourront en accueillir plus.

On se doute qu'un bâtiment qui atteint déjà ses limites avec une population d'environ 4 000 habitants risque de sombrer rapidement avec 4 500. Ainsi, il ne faut pas viser la résolution de problèmes liés à la situation actuelle, mais bel et bien se projeter dans l'avenir et proposer des solutions adaptées et cohérentes vis-à-vis des projets évoqués précédemment. De plus, comme évoqué précédemment, les activités sont centrées sur l'agriculture ou le tourisme (fluvial ou lié à l'environnement), ce qui a pour effet une économie peu diversifiée et donc un manque d'emploi à proximité.

Ce genre de lacunes contribue à faire de la commune ce que l'on appelle une «commune dortoir». Combler ce manque est sans aucun doute l'objectif du deuxième axe de la nouvelle orientation politique communale : développer la constructibilité économique, en créant un bassin d'emploi à proximité de la commune, de manière à la dynamiser et à augmenter son attractivité.

3. Orientations du PLU et du SCoTAM

Pour rappel, la commune de Longeville-lès-Metz s'est dotée d'un Plan Local d'Urbanisme dès 2007 et a entrepris en 2013 la révision de ce dernier dans le cadre de l'évolution de la législation en matière d'urbanisme, notamment les lois Grenelle. A l'exception du PADD qui n'a pas été mis à jour.

L'étude se basera sur ce dernier, et non sur l'ancien devenu aujourd'hui obsolète. En effet ce rapport, et l'étude qui en découle, n'ont de sens que si l'on prend en compte le nouveau PLU car notre objectif est de répondre à certains besoins préalables à la réalisation des projets que prévoit ce nouveau document d'urbanisme. Ainsi, concernant le PADD nous prendrons en compte celui de 2007.

La commune s'est en effet fixée, à travers son PLU, de grands objectifs de développement dans un avenir relativement proche. Comme on l'a préalablement vu, le maire a récemment été réélu, et si l'on devait résumer la politique communale à venir durant ce nouveau mandat nous dirions que la priorité immédiate est de créer une nouvelle dynamique économique sur le territoire communal et parallèlement d'augmenter sa population et sa mixité.

Pour cela, et comme indiqué dans le PADD (Plan d'Aménagement et de Développement Durable (pièce comprise dans le nouveau PLU), la commune s'est fixée plusieurs objectifs en termes d'urbanisme et a notamment établi 7 axes à suivre et à respecter. Ces priorités sont :

1. L'identification et le traitement de l'entrée de la ville afin d'améliorer l'image de la commune
2. Restructurer le site de l'Eperon messin dans le but de permettre l'amélioration du site. De plus, c'est l'un des rares sites pouvant être aménagé malgré son caractère (partiellement) inondable.
3. Conforter le secteur de l'église de l'Île Saint-Symphorien, il s'agit de créer des logements et de déterminer les limites de l'urbanisation.
4. « Dessiner » le devenir de l'île car l'île est située sur le territoire de plusieurs communes. Elle constitue un potentiel écologique certain au centre de l'agglomération. C'est pourquoi Longeville-lès-Metz souhaite relancer et animer le débat sur le devenir de l'île avec les autres collectivités.
5. Structurer un cœur d'îlot à Longeville-centre car un ensemble de terrains non urbanisé se situe au cœur d'îlot, entre la RN3 et le général Herschauer. Ainsi, ce secteur constitue un site potentiel pour accueillir une opération d'habitat intégrée au tissu ancien composant ce quartier.

6. Urbaniser le secteur aval du site classé du Mont-Quentin.

7. Réhabiliter et embellir la RN3 car cet axe majeur pour l'agglomération, marque de manière très prégnante le paysage urbain de la commune.

Il est important pour un aménageur de bien assimiler ces directives et de cibler les éléments importants de la volonté de développement de la commune, pour pouvoir proposer par la suite un projet qui respecte globalement certaines de ses attentes et soit le plus adapté possible.

Ainsi, l'image de la commune évoquée dans le premier, le second et le septième axe semble être un élément important. En effet, c'est un élément qui peut jouer un rôle essentiel si la commune envisage d'augmenter sa population dans les années à venir. En effet, si le PADD préconise cet objectif, signifie que les lieux évoqués dans les axes du PADD présentent une circulation importante, des problèmes de sécurité, de pollutions et de cadre de vie. Ils doivent donc être pris en compte et être traités dans le cadre d'un projet d'aménagement visant à embellir le paysage de la commune.

Le quatrième axe, concernant la protection de l'environnement semble aussi essentielle car il est question de proposer des projets sur l'île Saint-Symphorien tout en respectant le potentiel écologique de ce domaine. De plus, cet objectif est en adéquation avec les futures lois Grenelle qui sont apparus un an plus tard.

Enfin le troisième, le cinquième et le sixième axe, concernant le développement de l'habitat au sein d'un espace urbain, est celui qui nous donne le plus d'indications utiles vis-à-vis de notre étude et de sa problématique. En effet, il mentionne la volonté de la municipalité à urbaniser divers secteurs par la construction de logements neufs.

Cependant une question se pose par rapport au type de population souhaitée (jeune ménage, social, retraité) qui aura une incidence sur les logements à créer, mais également sur la future utilisation des structures municipales.

Le PADD permet également de nous renseigner sur d'éventuelles contraintes assujetties à notre projet. Nous découvrons par exemple la présence de nuisances dues à la présence de la N3 mais qui ne concernent pas Longeville centre, où devrait s'implanter notre projet.

Le PADD étant daté de 2007, nous avons pris en compte les informations du SCoTAM dont fait partie Longeville-lès-Metz. En effet, le SCoT de l'Agglomération Messine étant un document plus récent, nous permettra également de connaître les projets et les attentes liés à cette commune.

Ainsi en matière de démographie, le SCoTAM fait mention de l'intention de la commune d'accueillir une population diversifiée et de mettre en place des programmes immobiliers favorisant la mixité sociale. De plus, Longeville-lès-Metz a prévu en 2013, la construction de 55 logements sociaux supplémentaires afin d'élargir la répartition géographique des logements sociaux et de remettre sur le marché les 9.5% (194 logements) logements vacants, ainsi que de maîtriser le foncier pour développer une offre d'habitat à prix modéré. Il s'agit d'informations importantes qui donnent une indication sur la population attendue prochainement sur la commune. Cela va nous permettre d'adapter notre réflexion vis-à-vis de l'organisation des structures communales ainsi que sur le projet à mettre en place pour adapter l'offre à la demande.

En conclusion, ces documents d'urbanisme nous renseignent sur la volonté de Longeville-lès-Metz de centrer son futur développement sur la densification tout en respectant le patrimoine communal et les zones protégées, ainsi qu'en préservant les espaces naturels et agricoles.

Par ailleurs, la commune a conscience qu'une augmentation démographique aura des conséquences sur l'organisation actuelle de la vie locale, et souhaite donc réfléchir sur le renforcement de « l'offre de services de proximité » pour améliorer la qualité de vie des habitants et la mixité. La priorité qui ressort notamment dans ces documents concerne les équipements scolaires et les équipements liés aux seniors.

Ainsi, d'après le Document d'Orientation et d'Objectif (DOO) du SCoTAM, le vieillissement de la population, et le désir des personnes âgées de rester à leur domicile ou à proximité, implique une couverture équilibrée en service médico-social. De nouvelles structures d'accueil à destination de personnes âgées pourront être créées au sein des différentes polarités de l'armature urbaine afin de répondre aux besoins prévisibles au niveau de chaque bassin de population.

En complément, le développement des services en faveur de la petite enfance constitue également un enjeu fondamental dans les communes périurbaines et rurales telle que Longeville-lès-Metz, pour que celle-ci puissent rester attractives auprès des jeunes ménages. Longeville-lès-Metz souhaite aussi dans un souci de facilité d'utilisation, renforcer la centralité préétablie et donc « privilégier une urbanisation à proximité et dans la continuité de la commune ».

Cette volonté de densification, nous amène directement au dernier point intéressant de cette étude dont le thème est la lutte contre l'étalement urbain et la consommation d'espace. Comme on a pu le voir plus tôt dans ce rapport la commune possède une surface relativement faible avec 2.71km² pour une très forte densité de population : 1 416,97 habs/km². Il faut donc faire attention à ne pas tomber dans la consommation abusive et irréfléchie de l'espace libre, et souvent naturel, que l'on appelle désormais étalement urbain. Ainsi, la DOO du SCoTAM suggère d'optimiser les possibilités de construire à l'intérieur de l'enveloppe urbaine. Ainsi les différents

espaces disponibles à l'intérieur des parties déjà urbanisées des communes sont à utiliser en priorité pour répondre aux besoins en foncier.

4. Enjeux face aux nombreux acteurs présents

Comme nous avons pu le voir au travers de ce diagnostic, la commune possède un tissu associatif très riche qui participe au dynamisme et à l'organisation locale, vis-à-vis de la jeunesse, de la culture et des sports. De plus, si on prend en compte la qualité et la quantité des équipements et des infrastructures mises à leur disposition, ainsi que la centralisation que connaît ce lieu, on se trouve finalement face à un pôle d'activité, capable de réunir tout ce dont la population nécessite dans ces domaines particuliers.

La proximité de tous ces acteurs, les amène à cohabiter, travailler et évoluer les uns avec les autres, si bien qu'ils vont montrer des intérêts et des enjeux communs que nous devons envisager d'un point de vu global. Il faudrait donc étudier les problématiques au cas par cas car ces structures et ces organismes ne s'adapteront pas de la même façon, ni même au même rythme.

Par exemple, les associations ainsi que le personnel de la mairie se partagent l'utilisation de quelques infrastructures et équipements. Il s'agit de le prendre en considération dans le but de mettre en place un projet capable de s'adapter au mode de fonctionnement préexistant, c'est-à-dire un bâtiment polyvalent. Il faut également respecter la centralité en place et s'adapter à la cohabitation de tous les acteurs présents sur le site.

Une autre problématique se pose, soulevant un enjeu important qui est la situation des parkings, notamment au sein de Longeville centre. En effet, pour résumé la situation, il existe deux parkings situés au plus près de tous les bâtiments communaux, ainsi qu'un troisième, plus excentré, et donc uniquement utilisé pour l'usage des habitations ou à vocations touristique.



Figure 21 - Localisation des espaces de stationnement au sein de Longeville centre –
Léa BOLLINI

Cependant ces parkings ont été mis en place il y a très longtemps par rapport aux infrastructures relativement récentes qu'ils côtoient, et ils n'ont subi aucune extension malgré les changements observés. Par exemple, le parking en face de la mairie est vite saturé lors de la sortie des classes et les gens ont tendance à se garer en double file, ce qui peut devenir dangereux. Celui au Sud, le plus étalé est souvent complet à cause des habitations à proximité. Enfin, le parking du centre socio culturel Henry Robert doit aujourd'hui accueillir toutes les personnes travaillant dans cette infrastructure (animateurs, salariés d'associations...).

On peut en déduire que ces parkings sont déjà arrivés à leurs limites et ne supporteront pas une nouvelle augmentation de population synonyme d'accroissement de la demande en terme de places de parking. Il s'agit donc de prendre en compte ce problème car il est important de travailler dans une logique d'anticipation afin de prévoir des solutions à des problématiques qui se poseront suite a des projets de développement démographique et économique.

De plus, d'après les principes et volontés municipales évoqués dans le PADD, nous devons nous abstenir de continuer à consommer les sols sans garantie d'une solution véritablement pertinente. Il s'agira donc de se montrer inventif pour adapter l'offre actuelle, et proposer une solution répondant aux enjeux et aux besoins futurs, tout en assurant une utilisation optimale.

Pour conclure, cette richesse d'acteurs a permis à la commune, malgré une faible population par rapport à ses communes voisines de maintenir une demande stable vis-à-vis de toutes ces activités et ces services municipaux, et de ce fait, s'assurer un certain dynamisme et une bonne qualité de vie.

C'est pourquoi, il est nécessaire de continuer à travailler sur le développement de la démographie et de l'économie de la commune mais également sur le niveau de service en matière de jeunesse, de culture et de sport. Il est donc essentiel de proposer un projet d'aménagement qui permettra d'accueillir au mieux les différents projets de développement de la municipalité afin que leurs retombées soient favorables pour cette dernière.

PARTIE 5 : Projet d'aménagement

Dans cette étude, nous avons eu l'opportunité de diagnostiquer la situation de la commune de Longeville-lès-Metz, à travers ses infrastructures et leurs acteurs. Ainsi, nous avons remarqué que les services municipaux relatives à la jeunesse, à la culture et au sport sont très actifs et s'efforcent d'évoluer afin de s'adapter à l'évolution démographique pour rester attractif.

Donc, dans une volonté d'augmenter sa population tout comme sa mixité, il paraît indispensable de mettre à niveau les équipements communaux par la réalisation d'un projet d'aménagement.

En effet, le document d'orientation du SCoTAM prévoient dans un de ses objectifs de « faciliter l'accueil, la mobilité et la vie quotidienne des habitants » pour se donner l'ambition d'un nouveau dynamisme démographique et faire face au vieillissement de la population et au solde migratoire défavorable. Cependant, il également question de faire face à l'augmentation du coût de l'énergie et du transport donc une approche plus rationnelle des déplacements s'impose peu à peu.

En outre, le SCOT de l'Agglomération Messine encourage de rapprocher les équipements et les services au plus près des lieux de vie et des activités humaines. Il veut faire bénéficier à la plus grand part de la population, une couverture de bonne qualité dans toutes les composantes de la vie quotidienne telles que les commerces, l'accès aux services publics, la santé, l'enseignement, la petite enfance, le périscolaire, les loisirs, les aides à domicile des seniors et les transports en commun.

De plus, il est indiqué dans le SCoTAM que Longeville-lès-Metz est un pôle relais (**Annexe 3**). Il peut être ainsi destiné à développer une offre plus complète dans le domaine médical et para-médical, ainsi que des structures d'accueil préscolaire et périscolaire. C'est aussi une commune à l'échelle où il est utile de maintenir des services publics courants de type bureau de poste.

Notre étude a également révélé que l'association la « Pep57 » fonctionne actuellement à plein régime et ne dispose pas d'espace pouvant leur permettre d'accueillir plus de monde. C'est également le cas pour le périscolaire de Longeville centre. Il s'agit donc de prendre en compte leur situation durant l'élaboration de notre projet.

De plus, nous pouvons ajouter qu'il n'existe pas de structure réellement adapté pour la prise en charge des très jeunes enfants (0 à 3 ans), à l'exception de la MAM, à Longeville-lès-Metz et que cela peut affecter la qualité de vie de la commune.

1. Le projet d'aménagement : Un pôle enfance

Notre projet d'aménagement doit être minutieusement réfléchi par rapport à sa taille et à son emplacement pour entrer dans les objectifs du SCoTAM.

Ainsi, dans le cadre de notre projet individuel, nous connaissons déjà la population ciblée car ce projet vient à l'origine d'un désir du Maire de Longeville-lès-Metz. Cependant, cette ambition d'aménagement qui devait être réalisée n'a pas vu le jour à cause d'un manque de subventions et d'argent.

Ce projet viserait donc les enfants de l'école maternelle Aventure et les élèves de l'école primaire Migette de Longeville centre afin d'améliorer leur cadre de vie. Les enfants de 0 à 3 ans feront également partie de la population visée.

Néanmoins, il est important de noter que les personnes âgées auraient pu être le sujet de notre étude. Mais il y a déjà une infrastructure privée suffisante pour les accueillir et des projets sont en cours d'élaboration concernant cette population d'après les informations recueilli auprès du Maire et de son personnel.

Par ailleurs, nous avons établi que le service municipal lié à la petite enfance et à la jeunesse pouvait être un point fort pour favoriser l'attractivité de la commune afin d'attirer de nouveau ménage composé d'enfants. C'est la raison pour laquelle, les objectifs sont de remplacer le bâtiment ancien par une construction neuve adaptée aux contraintes et aux besoins actuels. De plus, cette nouvelle infrastructure devra s'intégrer harmonieusement dans le paysage urbain et se situer à proximité des écoles maternelles et élémentaires.

De même, il est nécessaire de renforcer l'accueil, la mobilité et la vie quotidienne des habitants en un seul et même projet d'aménagement, si bien que nous ne devrions pas nous arrêter à la création d'une infrastructure mais réfléchir également à la sécurité de cet aménagement au niveau des axes de circulations qui lui sont proches.

Nous allons donc tenter de mettre en œuvre un complexe centré sur la jeunesse et l'éducation, destiné à des enfants de 12 ans et moins.

Il s'agira d'un centre polyvalent comprenant :

- Un service de restauration scolaire avec deux salles de restauration et un office
- Un centre des loisirs / Périscolaire

- Une halte-garderie
- Des aires de jeux extérieures

Le premier but est d'accueillir des enfants de 0 à 3 ans et des enfants de 4 à 12 ans dans une structure adaptée. Quant au deuxième but est d'éviter le déplacement des enfants de l'école élémentaire durant la pause méridienne pour garantir une meilleure sécurité et un meilleur cadre de vie ainsi que d'ouvrir un centre des loisirs accessible aux enfants des villes voisines.

Pour terminer, nous intégrons également à ce projet, l'aménagement d'un nouveau parking pour résoudre la problématique du stationnement dans le quartier.

Le grand avantage de ce pôle dédié aux enfants, réunissant le secteur périscolaire et associatif, est qu'il permet de proposer une solution à l'ensemble des infrastructures du quartier, bien qu'il ne concerne qu'une classe d'âge particulière.

2. Pourquoi ce projet ?

La création d'un pôle enfance aura de nombreux bénéfices pour la commune de Longeville-lès-Metz.

En effet, ce projet permettra à la commune de revaloriser la jeunesse et l'éducation par l'accueil sur son territoire d'une halte-garderie et par son nouveau périscolaire.

Elle représentera notamment un argument de force pour convaincre les jeunes couples à s'installer à Longeville-lès-Metz car ce pôle permettra de faciliter la garde de leurs enfants grâce à un programme pour les accompagner de 2 mois à 14 ans. Ils auront également accès à un large choix de services municipaux à proximité grâce aux riches tissus associatifs de la commune.

Cet aménagement permettra aussi de résoudre le problème majeur concernant l'accueil des enfants des écoles de Longeville centre. Effectivement, comme précédemment évoqué, le périscolaire actuel dédié à ses élèves n'est pas très bien adapté à cause de sa petite taille et par son absence de restaurant scolaire. Ainsi, cette proposition de projet permettra de résoudre cette absence sur les lieux et donc d'améliorer le cadre de vie des enfants. De plus, la proximité des bâtiments liés à l'enfance entrainera une meilleure adaptation aux nouvelles horaires et une meilleure sécurité par l'élaboration de liaisons douces à l'intérieur du terrain. Cela simplifiera donc la prise en charge des élèves par les animateurs du périscolaire au

sein du pôle enfance. En effet, les animateurs ne seront à aucun moment de la journée confrontés à transporter les enfants hors de l'espace sécurisé (près de la route).

Enfin, cet aménagement pourra répondre aux futurs besoins qui se présenteront suite à la construction des logements sociaux et des nouvelles résidences prévus par la Mairie, donc en conformité avec les documents d'orientations de la commune.

Pour terminer, ce projet permettra d'attirer une nouvelle population dans le but de redynamiser le centre-ville de Longeville-lès-Metz.

3. Les réglementations à suivre

Lorsqu'on décide de mettre en place un projet d'aménagement dans le but de regrouper différentes structures liées à l'accueil de personnes, il est important de prendre en compte la réglementation liée à ces dernières.

3.1. La réglementation des Etablissements Recevant du Public

En termes de fréquentation, ce bâtiment va devoir accueillir le personnel, les élèves des écoles et les jeunes enfants, ce qui signifie qu'il s'agit d'un Etablissement Recevant du Public (ERP). De ce fait, sa réalisation ainsi que son futur fonctionnement seront conditionnés par certaines normes de sécurité et d'accès. En outre, s'agissant du cas particulier d'une halte-garderie et d'un périscolaire couplé à un restaurant scolaire, il faudra bien évidemment adapter l'aménagement intérieur et certains équipements (taille des sanitaires par exemple).

En ce qui concerne la sécurité, la mise en place du bâtiment doit permettre d'optimiser toute évacuation en cas de sinistre et prévoir des moyens d'alertes pour pouvoir informer les occupants et prévenir les secours. De manière à limiter les risques, les ERP sont soumis à plusieurs obligations, comme par exemple :

- Deux sorties de secours au minimum
- Une façade en bordure de voie ou bien des espaces libres pour l'évacuation
- Des matériaux de constructions de qualité et adaptés aux risques d'incendies
- Un éclairage électrique
- Des équipements de surveillance et d'alarmes (détecteurs de fumée, extincteurs...)

De plus, les ERP sont tenus de respecter les normes de sécurité pour pouvoir accueillir les personnes handicapées (peu importe leur handicap) ainsi que des personnes à mobilité réduite (personnes âgées par exemple). Des aménagements intérieurs et extérieurs doivent donc être prévus au cours de la construction du bâtiment pour son fonctionnement futur.

3.2. La réglementation liée aux haltes garderies

En termes de réglementation, la halte-garderie doit être conforme aux règlements de sécurité des Etablissements Recevant du Public et être aménagée de telle sorte que la surveillance des enfants soit aisée.

Les différentes pièces doivent être éclairées, aérées, chauffées et être équipées d'installations sanitaires correspondant aux besoins de jeunes enfants. Ils doivent également être adaptés au repos, à la toilette, aux jeux ainsi qu'à la préparation des repas des enfants.

Ainsi, les locaux doivent disposer à titre indicatif :

- d'une salle d'activité pouvant servir de salle à manger
- de chambres de repos avec un lit ou un matelas par enfant conformes aux normes de sécurité
- d'un WC et d'un point d'eau
- d'un coin cuisine avec un frigo et un chauffe-biberon
- d'un coin buanderie

En ce qui concerne les conditions de sécurité exigées dans les crèches, elles ne sont pas précisément définies par la réglementation. Cependant, le service de Protection Maternelle et Infantile du Conseil général de la Région demande l'application des mêmes règles que celles applicables aux assistantes maternelles. Pour l'essentiel, il s'agira donc de respecter des normes habituelles de construction intérieure et extérieure auxquelles s'ajoutent quelques règles spécifiques.

Les règles liées à la sécurité extérieure :

- **Espaces de jeux extérieurs sécurisés** et fermés
- Vérifier si l'enfant est protégé des **zones de danger** existant (route, rue...)
- **Construction aux normes** (pas de terrasse dans le vide, garde-corps aux escaliers des communs...)

Les règles liées à la sécurité intérieure :

- **Les garde-corps** aux étages autres que le rez-de-chaussée doit avoir une hauteur d'au moins 1,30 m.
- **Les fenêtres** situées aux étages ne doivent pas être accessibles aux enfants ou doivent être équipées d'une barre d'appui située à un mètre du plancher et munies d'un élément de protection.
- **Les escaliers** doivent être munis d'une protection au-delà de 3 marches (pas d'escalier sans contremarche).
- **Les portes** doivent être sécurisées si elles ouvrent sur un espace dangereux par l'utilisation d'une clef ou d'une poignée en hauteur.
- **Le four** est obligatoirement à paroi froide ou à paroi protégée.
- **La température de l'eau** ne doit pas dépasser 40 degrés à l'émission.
- **Les produits dangereux** y compris les cosmétiques et les médicaments doivent être rangés dans une armoire en hauteur ou fermée à clef.
- **Les ustensiles dangereux, les appareillages électriques et les plantes toxiques** doivent être hors de portée des enfants.
- **Le matériel de puériculture et les jouets** doivent être aux normes en fonction de l'âge. CE – NF.
- **La salle de bains et les WC** ne sont pas accessibles aux enfants de moins de 2 ans seuls.

Dans tous les cas, il est possible de consulter un médecin de la protection maternelle et infantile du secteur afin d'avoir des précisions sur les normes applicables. Il pourra également, dès la phase de la conception donner son avis sur les aménagements envisagés et donner des conseils utiles dans l'élaboration du projet.

3.3. La réglementation liée aux périscolaires et aux restaurants scolaires

Les périscolaires (accueils de loisirs enfants) doivent présenter selon la réglementation :

- **Un espace pour les enfants et les adultes**, qui se résume par un espace d'information (affichage) et d'accueil afin d'établir la rencontre entre les encadrants et les parents, notamment le soir. Cet espace doit permettre aux mamans d'y accéder avec une poussette ainsi que de garantir le contrôle visuel des entrées et des sorties.
- **Un espace destiné aux enfants** doit être mis en place par la présence de plusieurs espaces d'activités afin de pouvoir rassembler dans une pièce principale l'ensemble des effectifs, de pratiquer des activités par petit groupe de 10 à 15 personnes dans certaines pièces (15 à 20m²) et d'autres pièces pour permettre aux enfants de se reposer ou de se détendre.

En parallèle, il est également nécessaire de prévoir un espace de rangements pour le matériel d'activités, des vestiaires pour les enfants (le nombre de WC et de lave-mains varient en fonction du nombre et des âges des enfants).

- **Un espace destiné aux adultes** est caractérisé par un espace administratif, un sanitaire adulte, un vestiaire, un espace pour le matériel de nettoyage des locaux et pour le traitement des déchets ainsi qu'un espace liés à l'exigence de sécurité.
- **Les espaces extérieurs** servent d'espace d'accueil, d'espace d'activité ludiques et d'espace de services (livraison).

« Les jeux extérieurs doivent être homologués par la DDCCRF : décrets du 10/08/1994 et du 18/12/1996, sur les aires de jeux et normes AFNOR "matériel éducatif de motricité", sportives (terrain d'évolution polyvalent), nature (jardin, élevage,...), sont indispensables. Ils sont particulièrement importants pour les accueils de loisirs ouverts pendant les vacances de printemps et d'été. »

- **Le restaurant scolaire** est soumis aux obligations et aux recommandations selon le type de restauration pratiquée.

Dans cette optique, les repas du nouveau périscolaire seront livrés par la société SODEXO (Service de Qualité de Vie) car la présence de cuisinier sur les lieux augmenterait les dépenses. De plus, cela ne reviendrait pas plus onéreux pour la commune car le périscolaire de Longeville Saint Symphorien utilise déjà ce procédé. Ainsi, cette solution entraînerait seulement les livreurs à faire une livraison supplémentaire mais dans la même commune. Donc un office pour accueillir les repas chauds ou froids devra être prévu au sein du pôle enfance.

Pour terminer, il restera à décider de la forme et des aménagements à appliquer au bâtiment. Il faudra également faire en sorte de respecter l'harmonie de l'espace sur lequel on travaille pour proposer un projet s'y adaptant au mieux.

Enfin, selon le PLU, les hauteurs des constructions et l'emprise du sol ne s'appliquent pas pour les constructions et les installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif. Ce qui nous laisse une large marge de manœuvre bien que la surface du terrain soit restreinte.

4. Estimation de la demande et dimension de l'infrastructure

Maintenant que nous savons qui le bâtiment devra accueillir et quelles normes devront être appliquées, il faut déterminer une estimation de la demande pour établir la taille de la structure. En effet, il ne faut pas réfléchir en fonction des besoins actuels mais bel et bien en fonction de ceux à venir qui vont progresser durant les 15 prochaines années.

La population est d'environ 4 000 habitants actuellement et la classe d'âge des 0/14 ans représente plus de 14% de cette population. Par ailleurs, la commune souhaite développer une certaine mixité lors de ses futurs projets immobiliers mais a toujours privilégié une politique de la jeunesse et du 3^{ème} âge. En fonction de toutes ces informations, nous pouvons estimer que parmi un panel de 600 habitants (qui correspond à la future augmentation de population) il y aura environ une centaine de moins de 14 ans.

Cette centaine d'enfants représente la future demande à laquelle devront faire face tous les services municipaux et associations concernant la jeunesse. On se rend compte à présent, des conséquences des projets de développement que projette la commune.

L'estimation sur laquelle nous nous baserons pour établir la taille du nouveau bâtiment sera de plus ou moins 60 enfants. Cette estimation découle du nombre actuel de repas servis aux enfants de Longeville centre lors de la pause méridienne et des enfants plus jeunes qui seront susceptibles d'occuper l'espace au sein de la garderie prévu au sein de ce pôle.

Estimation de la surface nécessaire :

| Liste des pièces | surface (m2) |
|--|--------------|
| Périscolaire et halte-garderie | |
| Salle de repos (x2) | 20 |
| Salle d'activité | 20 |
| Vestiaire enfants | 10 |
| Salle de sport/Jeux | 90 |
| Halte-garderie (salle) | 30 |
| Sanitaires (x2) | 14 |
| Accueil | |
| Hall d'entrée et d'accueil | 10 |
| Bureau de direction | 10 |
| Locaux techniques | 12 |
| Sanitaires adultes | 6 |
| Salle de pause/ réunion + vestiaire personnels | 17 |
| Chaufferie | 5 |
| Restaurant scolaire | |
| Salle de restauration | 76 |
| Office | 20 |
| | |
| Surface totale estimée du bâtiment | 374 |
| | |
| Espace de récréation extérieur | 1137 |
| | |
| surface total estimé de l'emprise au sol | 1509 |

Ce calcul ne représente qu'une estimation de la surface du bâtiment ainsi que de l'emprise au sol nécessaire, pour réaliser des simulations avec le terrain à disposition.

5. Profiter de l'espace disponible au sein de la commune

Comme nous venons de le déterminer, le projet que nous envisageons de réaliser devrait s'établir sur une superficie de 1509 m².

En ce qui concerne le lieu, nous savons que l'objectif est de renforcer l'aire de services de proximité du quartier de Longeville centre, ce qui restreint grandement nos choix d'emplacement. Par ailleurs, au sein de cet espace il n'existe pas d'infrastructures publiques non utilisées que nous pourrions réaménager car

elles sont toutes occupées par des associations jouant un rôle dans le dynamisme de la vie locale. De plus, les terrains non occupés sont déjà dédiés aux constructions de résidences ou de logements sociaux.

Donc comme nous pouvons le voir sur la carte ci-dessous (figure 19) l'espace libre pouvant accueillir le projet se réduit à une possibilité. Il s'agit d'un terrain libre appartenant à la mairie et très proche de l'infrastructure déjà existante et qui constitue donc l'unique possibilité d'emplacement pour un projet se proposant de renforcer la proximité des services du quartier. Ce qui va faciliter la progression du projet. En effet, le fait que ce terrain n'appartient pas à des particuliers nous évite d'engager une procédure d'achat ou d'expropriation via les Droits de Prémption Urbain ou les emplacements réservés.

De plus, il s'agit d'un terrain nu, qui n'est que très peu exploité, ce qui implique que nous pouvons y implanter un projet sans craindre que la perte de disponibilité de cet espace soit préjudiciable à la commune à posteriori.

Il est également primordial de proposer un projet à l'échelle pertinente, car comme il s'agit d'un des derniers espaces libres au centre du quartier de Longeville centre, il représente l'avenir de la commune et devra être en mesure de répondre à ses besoins les 15 prochaines années. Il nous faudra donc l'optimiser au maximum et éviter le plus possible la sous-utilisation de cet espace, de manière à ne pas gâcher le potentiel qu'il représente.



Figure 22 - Espace minimal disponible pour l'implantation du complexe— Source : Géoportail – Léa BOLLINI

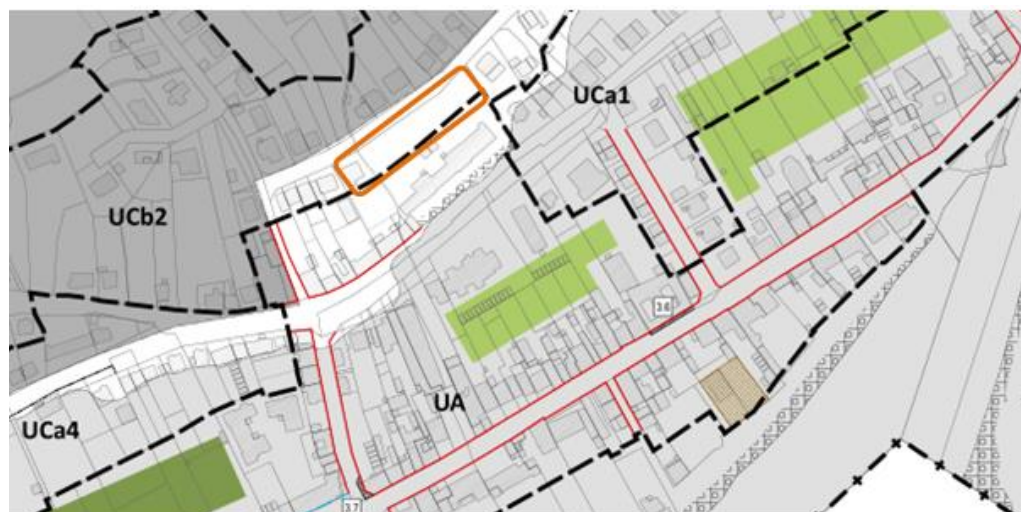


Figure 23 - Possibilité et localisation du projet - Source Géoportail - Léa BOLLINI

En ce qui concerne la réglementation, le terrain de ce quartier est classé en zone U et plus précisément en Zone Ucb2 (zone urbaine affectée à l'habitat).

Le nouveau PLU définit ces zones comme telles : « La zone U est une zone urbaine dans laquelle les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter ».

S'agissant d'un projet de création de services publics afin de renforcer la proximité des équipements dédiés à l'enfance pour améliorer leur quotidien et leur sécurité, la zone Ucb2 est l'emplacement idéal par sa proximité avec l'école et l'axe routier qui la traverse. En effet, la rue des Chenets est une rue très calme du à la présence d'habitations.

Cependant, la commune fait l'objet d'un « Plan de Préventions des Risques Naturels ». Donc d'après ce document, le terrain se situe dans un secteur susceptible d'être touché par des mouvements du sol car il se situe dans une zone de pente naturelle comprise entre 15 et 20% (Annexe 5). Cet espace est également susceptible d'être touché par les inondations car il se trouve en zone « OI » mais les constructions sont autorisées sous réserves de prescriptions. (Annexe 4 et 6)

Par ailleurs, ces contraintes ne seront pas des sources de nuisance à notre projet. En effet, comme précédemment vu, les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectifs ne sont pas concernées par les restrictions.

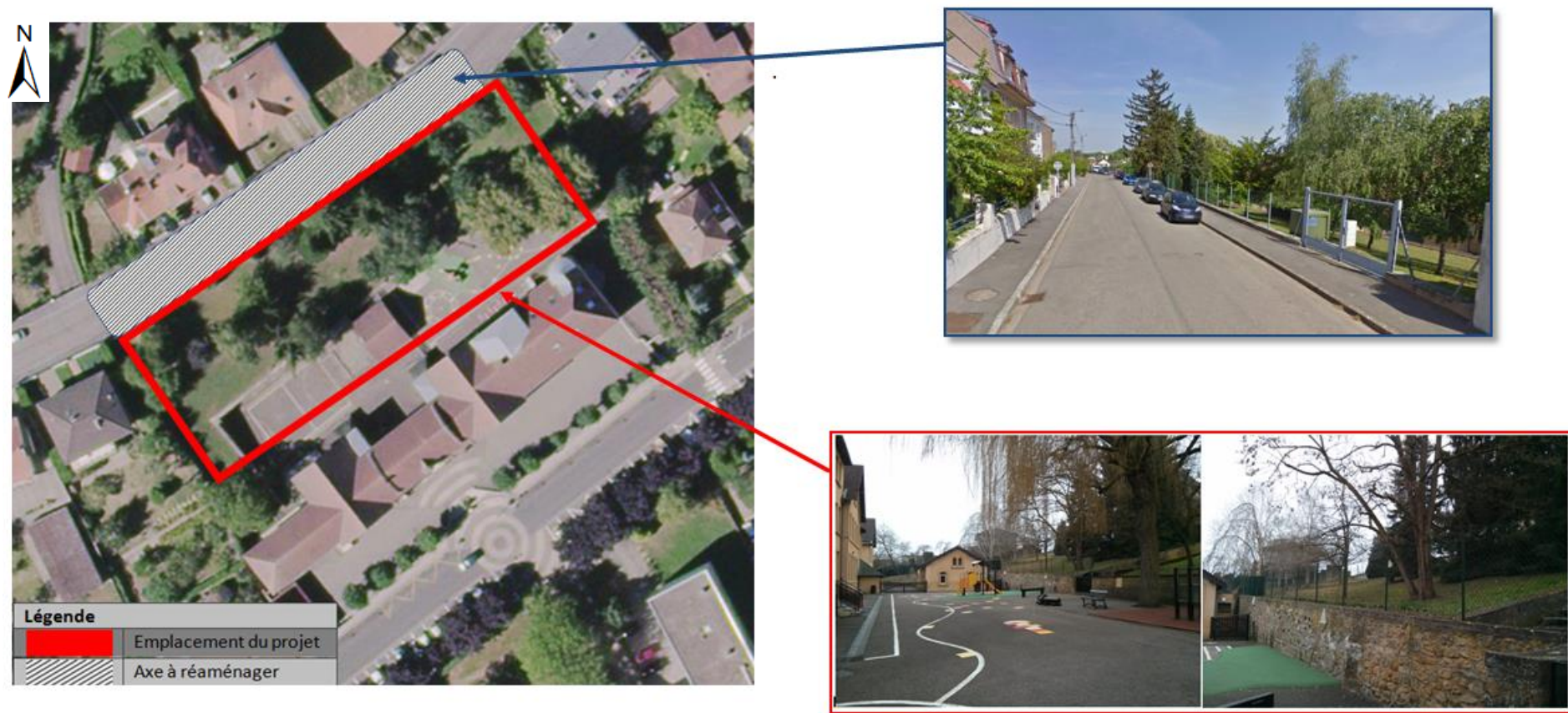


Figure 24 - Vue global du terrain à réaménager - Source : Géoportail - Léa BOLLINI

6. Proposition d'aménagement

Notre proposition d'aménagement se résume par 3 espaces majeurs. Le premier accueille le restaurant scolaire, la deuxième partie comprend le centre de loisirs et la garderie. Enfin, la partie centrale permet l'accueil des enfants et l'accès au jardin pédagogique.

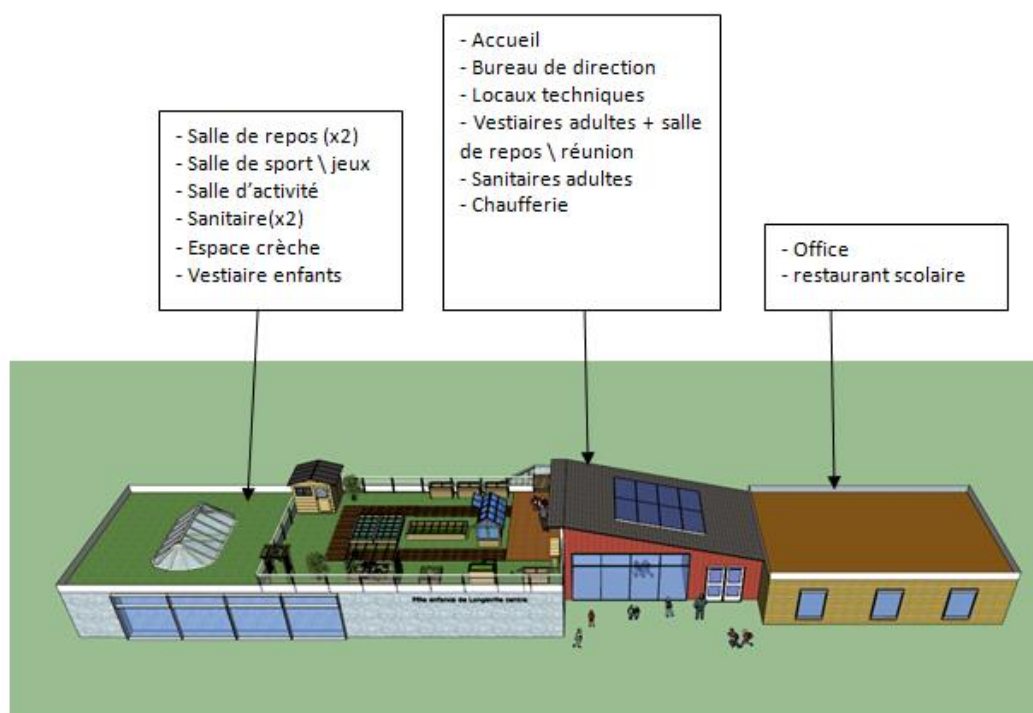


Figure 25 - Organisation interne du pôle enfance - Léa BOLLINI

Avec une surface de 374 m², il rejoint bien l'estimation que l'on a pu établir précédemment et devrait répondre aux besoins d'espaces pour une infrastructure de cette envergure. De plus, la partie supérieure du bâtiment est conçue pour pouvoir fonctionner indépendamment de la partie inférieure grâce à son accès extérieur (escalier). Toutefois pour les personnes à mobilités réduites, ils devront emprunter l'ascenseur mis à leur disposition à l'intérieur du bâtiment.

En ce qui concerne le jardin pédagogique d'une superficie de 120 m² est uniquement accessible aux enseignants, aux personnels de la mairie et aux enfants scolarisés et ceux du pôle enfance.

L'idée directrice récurrente de ce projet était l'optimisation de l'espace et la lutte contre la sous-utilisation mais également la lutte contre la surconsommation d'énergie. C'est la raison pour laquelle, nous avons surenchéri sur le concept de « toit végétalisé » jusqu'à en faire un jardin « suspendu ». De plus, la toiture végétalisée permet de procurer une fonction isolante, esthétique et une fonction rétention d'eau pour assurer une meilleure performance énergétique.

En suivant ce principe, de larges baies ont été installées côté sud du bâtiment afin de minimiser les couts de chauffage. Cependant des « stores en bois extérieurs » seront installés par la suite au rez-de-chaussée pour protéger du soleil ces vitres.

De même, le traitement de la façade en pierre apparente, doublée d'une isolation par l'extérieur, permettra une accumulation non négligeable de chaleur pendant la journée et une restitution de cette chaleur la nuit.

Enfin, la présence de panneaux solaires thermique sur le toit du 1^{er} étage semble tout naturelle et n'est pas accessible au public. L'installation de ces panneaux sur le toit permettra de rentabiliser cet espace en produisant de l'eau chaude tout en respectant l'environnement. Dans un souci pratique mais aussi esthétique, nous ne couvrirons pas l'intégralité de cette surface par des panneaux mais seulement une partie de 18.7 m².

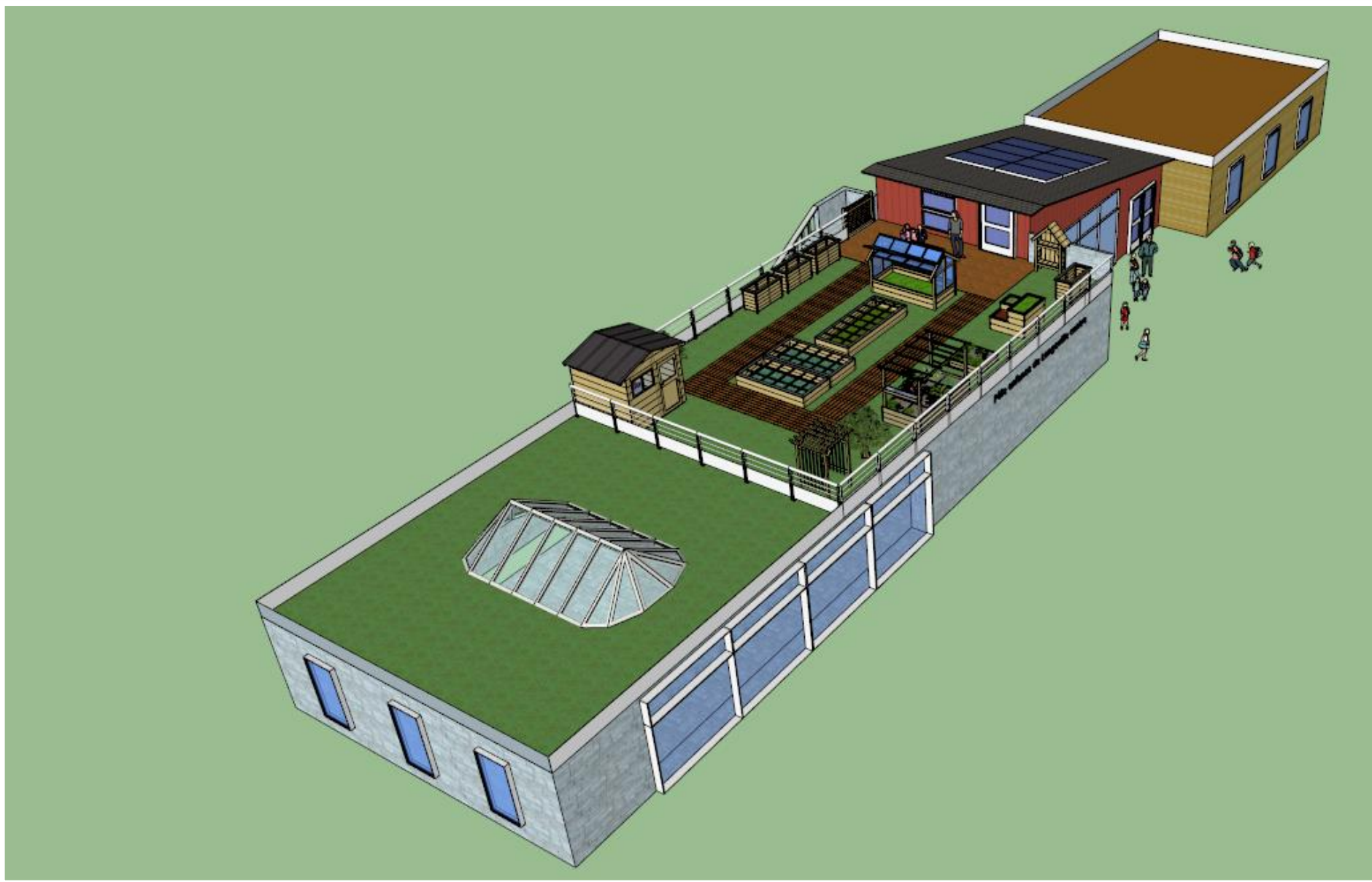


Figure 26 - Modélisation du projet - Façade Sud - Réalisation Sketchup - Léa BOLLINI

En ce qui concerne l'organisation de l'espace, une liaison sera établie entre les deux terrains appartenant à la mairie pour permettre une connexion fluide entre l'établissement scolaire et le pôle enfance. Par ailleurs, des escaliers très plats seront installés pour faciliter l'accès au bâtiment à cause de la légère pente présente sur le terrain. Des chemins de terre seront également créés.

Concernant l'ancien périscolaire, il sera démolit pour que l'école et le pôle enfance bénéficient d'une cour commune à l'échelle de ces infrastructures.



Figure 27 - Vue aérienne du terrain réaménagé et de son organisation - Léa BOLLINI

Enfin, l'axe routier en face du périscolaire fera également l'objet d'un réaménagement pour augmenter la sécurité des enfants. Ainsi, chaque coté de la route sera munis de trottoirs. Un panneau de signalisation ainsi qu'un passage piétons et un ralentisseur seront installés. Pour terminer, la route sera limitée à 30km\h.



Figure 28 - Vue aérienne de la route réaménagé - Léa BOLLINI

7. L'élaboration du projet

En définitive ce complexe est destiné à accueillir simultanément des enfants ayant entre 0 et 14 ans, au sein de différents organismes qui cohabiteraient. Il est également prévu qu'il puisse accueillir des activités culturelles grâce aux salles aménagées et au jardin pédagogique aménagé à l'étage. Si bien que cette multifonctionnalité pose la question de la programmation de ce bâtiment, c'est-à-dire comment est-il géré, par qui, et quels sont ses horaires d'ouvertures ?

Rappelons que le projet se destine à regrouper les équipements nécessaires à la jeunesse. C'est la raison pour laquelle il est basé à proximité de l'école de Longeville centre qui ne possède pas d'équipements spécifiques aux divers besoins des enfants.

De plus, nous avons déjà pu aborder cette question au cours de l'explication du projet mais rappelons que les organismes qui devront cohabiter au sein de ce

nouvel espace sont l'association « Pep57 », le personnel de la Mairie et les puéricultrices. Or, ces structures sont indépendantes les unes des autres et possèdent donc leurs propres façons de faire, ce qui pose la question de l'organisation interne de ce nouveau bâtiment.

C'est là que le diagnostic ciblé des acteurs et des infrastructures communales va nous être utiles. En effet, le bâtiment pourra être géré par le personnel de la Mairie qui gèrera également la prise en charge des élèves pour les pauses extra-scolaires (matin, midi, soir). Cependant, l'association « Pep57 » pourra intervenir pour accueillir les enfants pendant les grandes vacances. Tandis que les puéricultrices accueilleront les enfants de 0 à 3 ans à temps pleins, si bien que la direction se fera à distance depuis le « QG » respectif de chacun à l'exception de la garderie.

Pour la question du nombre des effectifs, s'agissant de fonctionnaires, celui-ci sera fixé par l'Etat. Cependant l'association prendra elle-même les mesures nécessaires en fonction des effectifs et de la demande. En effet, dans le cas du centre de loisirs, il pourra seulement s'agir d'une simple délocalisation d'une partie de leurs effectifs si bien que certains animateurs vont seulement changer de lieu de travail. Elle devra tout de même respecter les règles de l'article 13 du décret n°2006-923 du 26 juillet 2006 relatif à la protection des mineurs accueillis hors du domicile parental : *« l'effectif minimum des personnes exerçant des fonctions d'animations est fixé comme suit : un animateur pour dix mineurs âgés de moins de six ans et un animateur pour quatorze mineurs âgés de six ans ou plus »*

Pour conclure, ce projet permettra le regroupement d'infrastructures dédiés à la jeunesse et à la petite enfance, c'est-à-dire qu'elle comprendra un restaurant scolaire, des salles d'activités, des terrains de sport extérieur et intérieur ainsi qu'un espace pédagogique (jardin).

En ce qui concerne les horaires, le rez-de-chaussée du bâtiment fonctionnera principalement en semaine, de 7h à 18h30. Quant à l'étage son ouverture dépendra du planning des activités du centre des loisirs et de l'école.

Enfin, les acteurs qui permettront la réalisation de ce projet se résument par le Conseil départemental, la Caisse d'Allocation Familiale, la Direction départementale de la jeunesse et des sports et la Protection Maternelle et Infantile.

8. Le stationnement

Reste désormais la problématique du stationnement et de l'inutilisation des parkings durant une grande partie de la journée. Rappelons que le parking de l'actuelle école primaire se retrouve saturé lors de l'entrée et de la sortie des classes, et montre une capacité d'accueil très insuffisante, alors qu'il est seulement utilisé pour les gens qui se rendent à la mairie le reste du temps. Il s'agit d'un problème de rentabilité car un parking consomme une certaine surface pour finalement une utilisation très momentanée et peu diversifiée.

Donc dans le cadre de ce projet, il s'agirait de créer un parking pour les usagers du pôle enfance pour les périodes de rush et affecter le parking aux habitants de la rue pour éviter un encombrement au niveau des trottoirs et de la route. Par exemple, le parking servira de stationnement pour le bâtiment durant une certaines périodes de la journée : de 7h à 9h30 et de 15h30 à 18h du lundi au vendredi, ainsi que le mercredi de 11h45 à 12h15.

En ce qui concerne la dimension du parking, il faut prévoir assez de place pour les parents (au moins une dizaine de places).

Conclusion

Pour conclure, nous avons vu que Longeville-lès-Metz présentait majoritairement une population mixte. Cependant, depuis quelques années, la commune commence à être touchée par le vieillissement et par un solde migratoire défavorable (surplus de la classe ouvrière). C'est les raisons pour lesquelles, il était nécessaire d'intervenir au sein de l'agglomération. De plus, le SCoTAM et le PLU encouragent la commune à travailler sur l'augmentation de sa démographie et de sa mixité.

Ainsi, afin d'atténuer ce phénomène et répondre aux besoins futurs de la population, tout en prenant en compte les contraintes et les enjeux que nous avons pu dégager lors de notre étude, nous avons proposé la construction d'un pôle enfance à Longeville centre. Cette structure regroupe plusieurs équipements publics et est donc composée d'un périscolaire (centre des loisirs), d'un restaurant scolaire et d'une halte-garderie.

De même, ce projet qui englobe les secteurs de la jeunesse et de la culture, est prévu pour augmenter la population, renforcer la proximité des différents services et structures communales liés à l'enfance, tout en s'efforçant de s'intégrer au mieux au sein de cet espace. Ce projet permettra également de résoudre un problème interne lié à l'école de Longeville centre. En effet, l'école élémentaire de ce quartier ne dispose actuellement pas de structure adaptée à l'accueil des enfants pour les différentes pauses de la journée.

Cet aménagement se base sur le résultat de multiples rencontres et dialogues avec Monsieur le Maire ainsi qu'avec tous les acteurs dont il est fait mention dans ce rapport, et représente de ce fait l'aboutissement de l'étude de ce territoire et des problématiques qui en découlent.

Ce travail m'aura permis de mettre en application les notions et les connaissances apprises durant ma première année d'étude. Je me suis efforcée de proposer un projet créatif tout en restant pertinent vis-à-vis des besoins et des attentes de la population, ainsi que de la politique de la commune.

Bibliographie

Ouvrages imprimés \ électroniques :

-Allocations Familiales, Caf de l'Hérault, Département Hérault. *Guide pour la construction d'une structure d'accueil du jeune enfant à l'usage des porteurs de projets*. Juin 2012. 31 pages

-Francine Fenet, UNIOPSS. *L'accueil des jeunes enfants : Monter un projet. Trouver des partenaires. Fiches pratiques pour l'action*. ESF éditeur, 2002. 203 pages

- INSEE Lorraine – AGURAM, « SCoT de l'Agglomération Messine : se rendre attractif pour relancer la dynamique démographie », Economie INSEE, Numéro 268, Septembre 2011 – pages : 10

-Le groupe CDAJE du Doubs. *Guide pour la création d'une micro-crèche*. Février 2011. Page : 8

- Plan de Prévention des Risques Naturels « Inondations » et « Mouvement de terrain », 11 septembre 2012. Pages : 29. Consulté : Mai 2015

- Plan Local d'Urbanisme – Révision générale du POS sous la forme du PLU-AGURAM. Consulté : Février 2015.

- PADD, éditions : 2007, pages : 4
- Règlement éditions : 2013, pages : 66

- Schéma de Cohérence Territoriale de l'Agglomération Messine – Syndicat mixte du SCOTAM – AGURAM – Approuvé le 20 novembre 2014 – Consulté : Février et Mai 2015

- Document d'Orientations et d'Objectifs, pages : 140
- Projet d'Aménagement et de Développement Durable, pages : 37
- Rapport de présentation. Tome 1 : Analyse de l'état initial de l'environnement et des perspectives de son évolution, pages : 244
- Rapport de présentation. Tome 2 : Diagnostic, pages : 172

Sites consultés

<http://www.mairie-longeville-les-metz.org/> (12/09/2014)

<http://www.insee.fr/fr/themes/comparateur.asp?codgeo=com-57412> (12/09/2015)

http://www.cartesfrance.fr/carte-france-ville/population_57412_Longeville-les-Metz.html (15/09/2014)

<http://tout-metz.com/commune-longeville-metz-metropole-514.php> (9/02/2015)

<http://www.pep57.org/page-1-70-0-les-statuts.html> (10/02/2015)

<http://www.kelest.fr/a/association-l-accompagnement-longeville-les-metz> (19/04/2015)

<http://www.batigere.fr/actualites/20130211-1052-longeville-les-metz-55-logements-a-l-entree-de-la-ville/> (19/04/2015)

<http://www.bibpourtouslongevillelesmetz.com/fonctionnement.html> (22/04/2015)

<http://www.sportenfrance.fr/lorraine/moselle/longeville-les-metz/574120001-complexe-sportif-saint-symphorien> (23/04/2015)

<http://www.insee.fr/fr/themes/comparateur.asp?codgeo=com-57412> (27/04/2015)

http://insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=17&ref_id=17840#art17 (27/04/2015)

<http://www.scotam.fr/fr/sinformer-sur-le-syndicat-mixte/> (02/05/2015)

<http://www.energieplus-lesite.be/index.php?id=11444> (8/05/2015)

<http://www.construire-durable.com/site/toiture-vegetalisee/a-quoi-ca-sert.html> (10/05/2015)

Index des sigles

ATSEM : Agent territorial spécialisé des écoles maternelles

CAF : Caisse d'Allocations Familiales

CLAE: Centres de loisirs associés à l'Ecole

ERP : Etablissement Recevant du Public

PLU : Plan Local d'Urbanisme

POS : Plan d'Occupation des Sols

SCoT: Schéma de Cohérence Territoriale

SCoTAM: Schéma de Cohérence Territoriale de l'Agglomération Messine

SRU : Solidarité Renouvellement Urbain

PADD : Projet d'Aménagement et de Développement Durable

Annexe 1

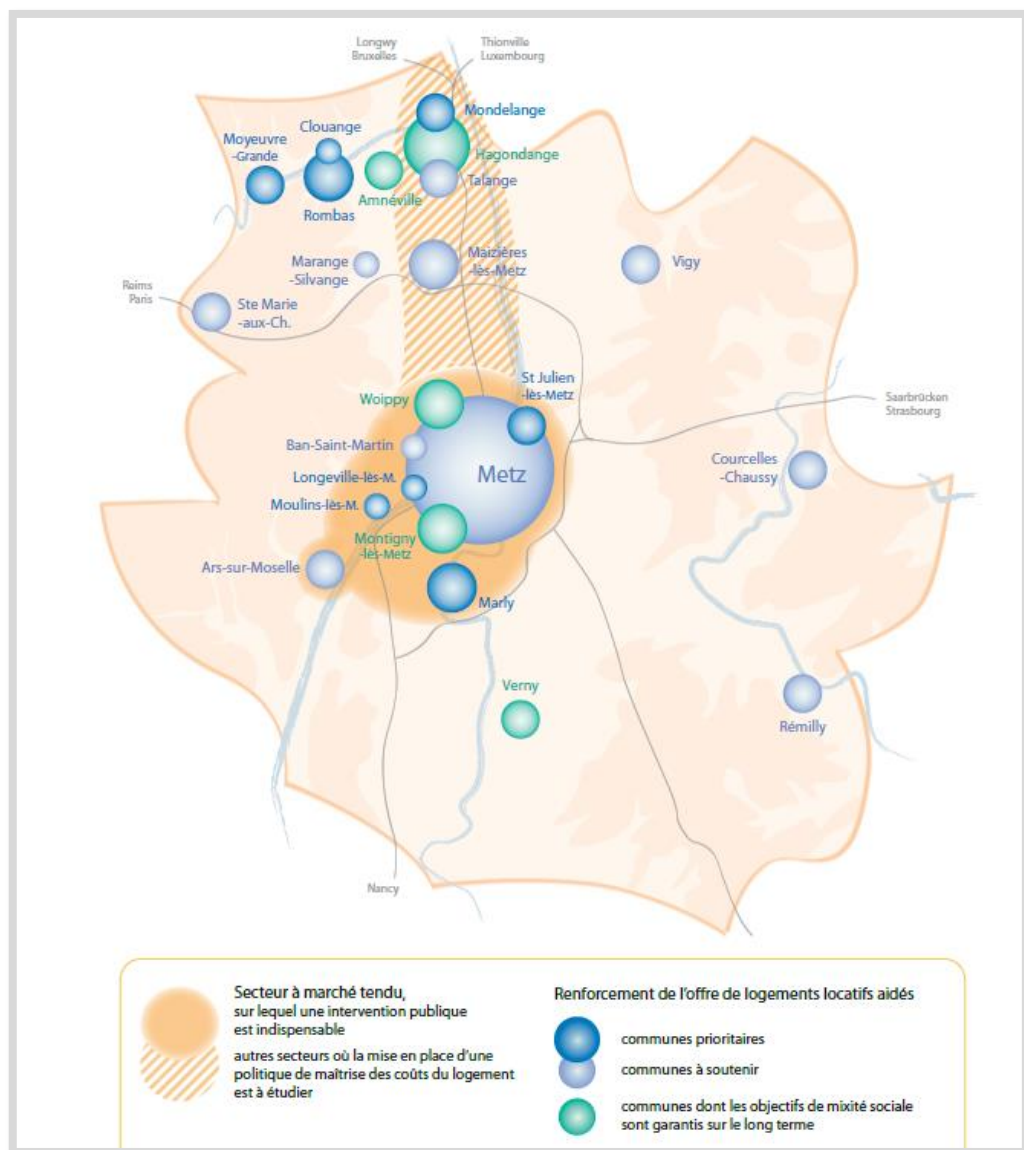


Figure 29 - Déclinaison spatialisée des principaux objectifs des politiques de l'habitat – Source : DOO du SCOTAM – Léa BOLLINI

Annexe 2

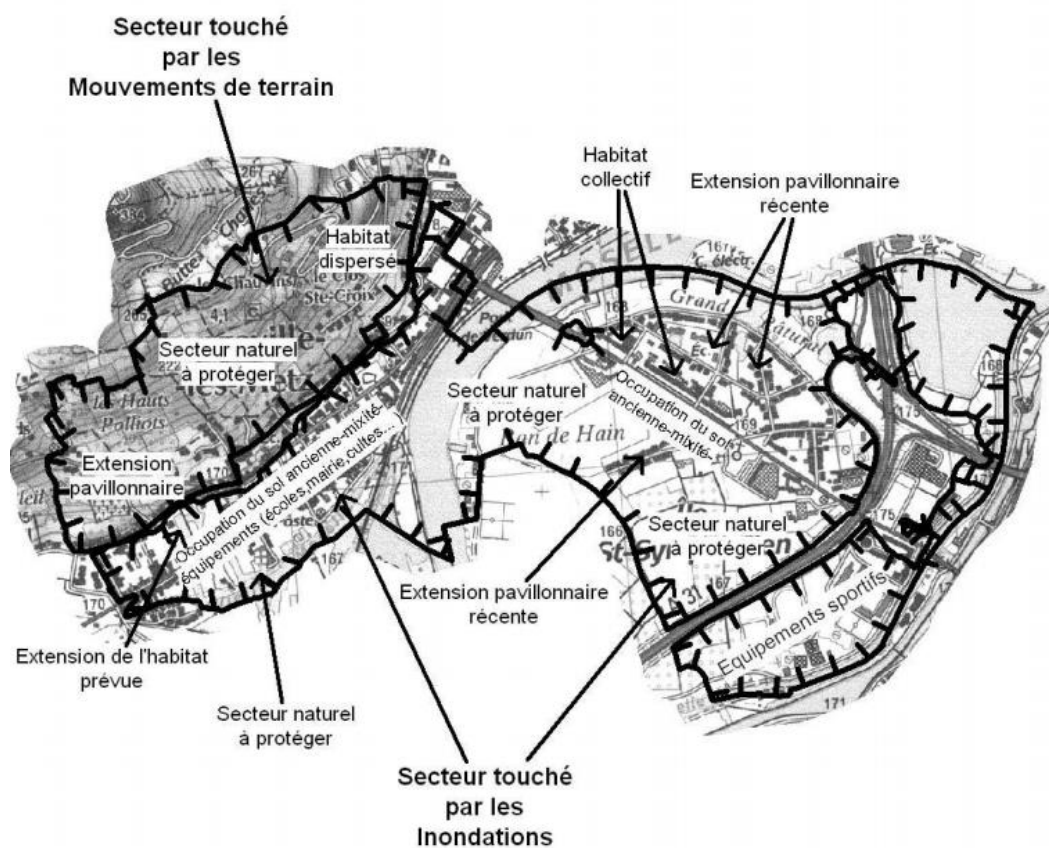


Figure 30 – Cartes des différents secteurs –Source : PPRN - Léa BOLLINI

Annexe 3

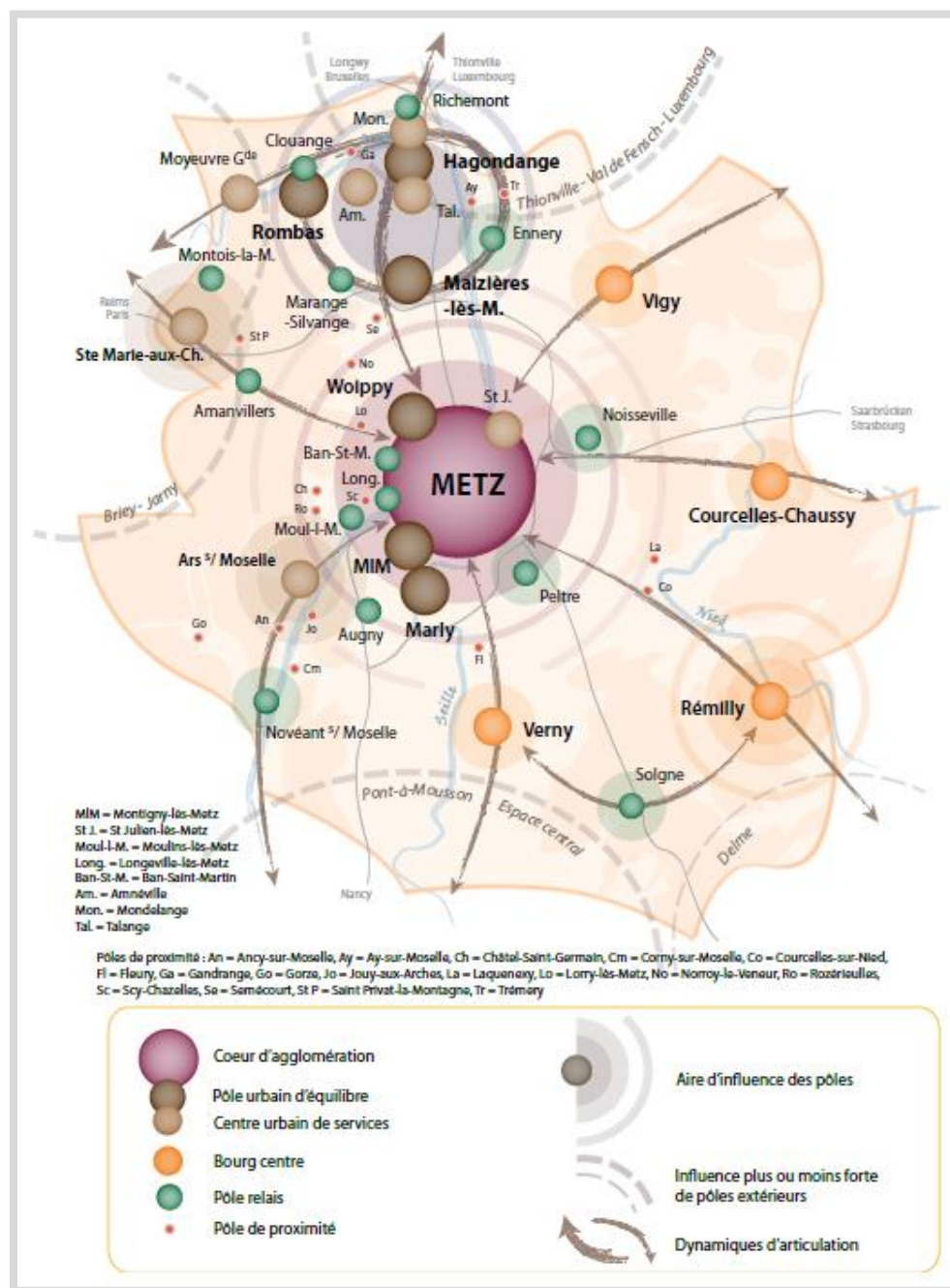
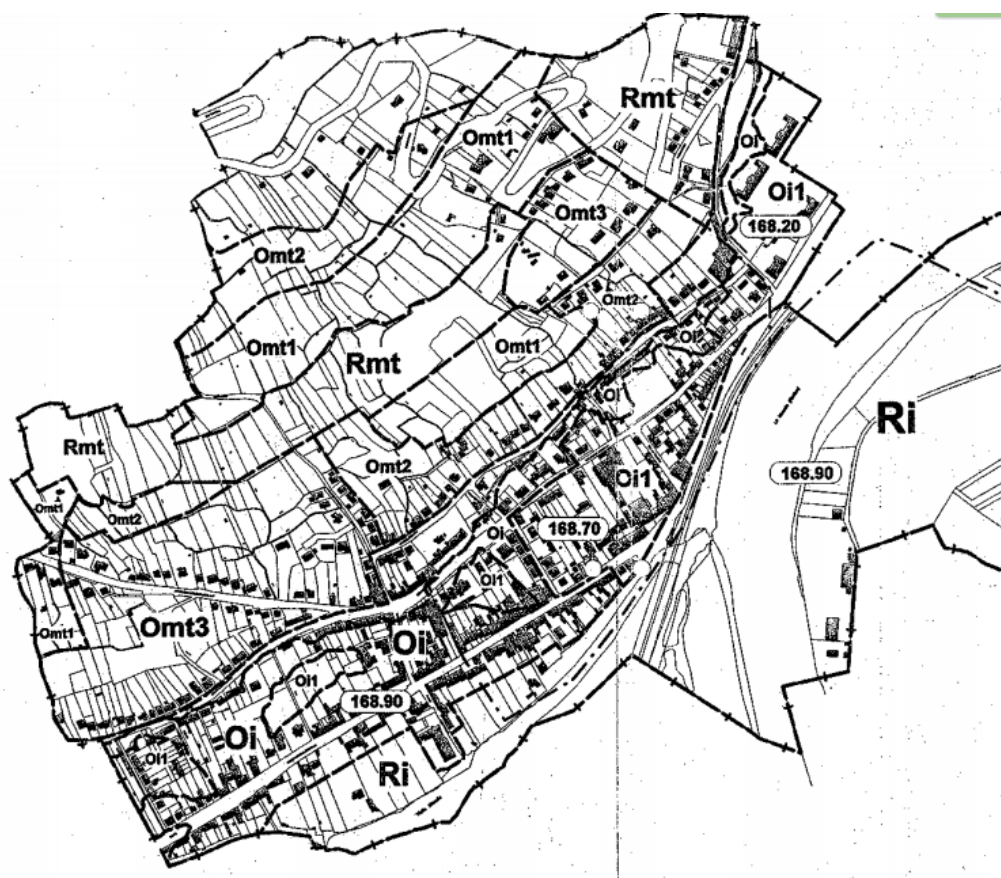


Figure 31 - L'armature urbaine guide l'organisation du territoire et de la vie locale - Source SCOT – Léa BOLLINI

Annexe 4



| LEGENDE | |
|--|---|
| MOUVEMENTS DE TERRAIN | INONDATIONS |
| Rmt | Ri |
| ZONE ROUGE - RISQUE FORT → INCONSTRUCTIBLE | ZONE ROUGE A RISQUE ELEVE ZONE NATURELLE D'EXPANSION ET DE STOCKAGE DES CRUES → INCONSTRUCTIBLE |
| Omt1 | Oi |
| ZONE ORANGE N°1 - RISQUE ELEVE → CONSTRUCTIBILITE SOUMISE A CONDITIONS ETUDES DES SOLS + ETUDE GEOTECHNIQUE | ZONE ORANGE BATIE TOUCHEE PAR LES CRUES → CONSTRUCTIONS AUTORISEES SOUS RESERVE DE PRESCRIPTIONS |
| Omt2 | Oi1 |
| ZONE ORANGE N°2 - RISQUE MOINDRE → CONSTRUCTIBILITE SOUMISE A CONDITIONS ETUDE DES SOLS + ETUDE GEOTECHNIQUE ou REGLE D'IMPLANTATION (2h+4) | ZONE ORANGE BATIE TOUCHEE PAR LES CRUES Hauteurs d'eau supérieure à 1 mètre → CONSTRUCTIONS AUTORISEES SOUS RESERVE DE PRESCRIPTIONS |
| Omt3 | |
| ZONE ORANGE N°3 - RISQUE FAIBLE → CONSTRUCTIBILITE SOUMISE A CONDITIONS ETUDE DES SOLS PREALABLE | |
| | --- Limite de secteur de hauteur d'eau 168.50 Cote de crue centennale, crue de référence |
| | --- Limite de zone |

Figure 32 - Extrait de la carte des Préventions des risques naturels –Source :PPRN - Léa BOLLINI

1 Zone de pente naturelle supérieure à 20 %

2 Zone de pente naturelle comprise entre 15 et 20%

3 Zone de pente naturelle comprise entre 10 et 15%

4 Zone de pente naturelle inférieure à 10%

Limite des éboulis de pente
 Limite des alluvions
 Toit des argiles du Toarcien moyen
 Mur des "schistes cartons"
 Glissement
 Glissement pelliculaire ou reptation
 Zone confortée
 Niches d'arrachement

Figure 33 - Localisation des mouvements du sol – Source : PPRN – Léa BOLLINI

Annexe 6



- A** Zone de glissements actifs de moyenne profondeur (5 à 10m) et/ou zone à forte probabilité de glissements de grande extension (d'ordre hectométrique)
- B** Zone de glissements de même type mais de probabilité moins élevée et pour des glissements d'ordre décamétrique à forte probabilité
- C** Glissements de même type qu'en B mais de probabilité moins élevée (faible à moyenne) et/ou glissements pelliculaires à forte probabilité
- D** Glissements d'extension décamétrique à probabilité moyenne à faible et/ou glissement pelliculaires d'occurrence moyenne
- E** Zone de probabilité de mouvements faible, voire nulle pour les glissements de grande extension

Figure 34 - Carte des aléas des mouvements de terrain – Source : PPRN – Léa BOLLINI

Table des figures

| | |
|---|----|
| Figure 1 - La situation géographique de Longeville-lès-Metz et les secteurs composant le SCOT de l'agglomération Messine – Source : SCOTAM – Léa BOLLINI..... | 9 |
| Figure 2 - Carte de la situation de Longeville-lès-Metz – Source Google Maps – Léa BOLLINI | 10 |
| Figure 3 - Réseau des transports en commune (Le Met') - Source : Site officiel Le Met' - Léa BOLLINI..... | 11 |
| Figure 4 - Les cantons de l'arrondissement de Metz Campagne – Source : Wikipédia - Léa BOLLINI..... | 11 |
| Figure 5 - Graphique représentant l'évolution de la population de Longeville-lès-Metz - Source : INSEE – Léa BOLLINI..... | 14 |
| Figure 6 - Graphique représentant l'évolution démographique en fonction des âges – Source : INSEE – Léa BOLLINI..... | 15 |
| Figure 7 - Schéma des équipements de la commune et des associations qui les utilisent – Source : Mairie – Léa BOLLINI | 21 |
| Figure 8 - Localisation des infrastructures au niveau de Longeville centre – Source : Mairie – Léa BOLLINI | 22 |
| Figure 9 - Localisation des infrastructures au niveau de Longeville Ile Saint Symphorien – Source : Mairie – Léa BOLLINI | 23 |
| Figure 10 - École de Longeville centre (à droite) et école de Longeville Ile Saint Symphorien (à gauche) – Léa BOLLINI..... | 24 |
| Figure 11 - Centre socio-culturel de Longeville centre – Léa BOLLINI | 25 |
| Figure 12 - Trajet des enfants pour la pause méridienne – Source : Mairie de Longeville-lès-Metz – Léa BOLLINI | 26 |

| | |
|---|----|
| Figure 13 - Logo des "PeP" | 27 |
| Figure 14 - L'extérieur du Centre Pierre Rodesh à Longeville Ile Saint Symphorien – Léa BOLLINI..... | 28 |
| Figure 15 - Centre socio culturel Robert Henry – Source : Mairie de Longeville-lès-Metz – Léa BOLLINI..... | 29 |
| Figure 16 - La médiathèque de Longeville-lès- Metz - Source : Mairie de Longeville-lès-Metz – Léa BOLLINI | 30 |
| Figure 17 - Le complexe sportif - Source Mairie de Longeville-lès-Metz – Léa BOLLINI | 31 |
| Figure 18 - Organisation spatiale de l'Ile Saint Symphorien Source :Géoportail – Léa BOLLINI | 33 |
| Figure 19 - Exemple des différentes infrastructures voisines – Source : Mairie – Léa BOLLINI | 33 |
| Figure 20 - Photo du Plan d'Eau – Léa BOLLINI | 38 |
| Figure 21 - Localisation des espaces de stationnement au sein de Longeville centre – Léa BOLLINI..... | 43 |
| Figure 22 - Espace minimal disponible pour l'implantation du complexe– Source : Géoportail – Léa BOLLINI..... | 55 |
| Figure 23 - Possibilité et localisation du projet - Source Géoportail - Léa BOLLINI..... | 56 |
| Figure 24 - Vue global du terrain à réaménager - Source : Géoportail - Léa BOLLINI .. | 57 |
| Figure 25 - Organisation interne du pole enfance - Léa BOLLINI | 58 |

| | |
|--|----|
| Figure 26 - Modélisation du projet - Façade Sud - Réalisation Sketchup - Léa BOLLINI | 60 |
| Figure 27 - Vue aérienne du terrain réaménagé et de son organisation - Léa BOLLINI | 61 |
| Figure 28 - Vue aérienne de la route réaménagé - Léa BOLLINI | 62 |
| Figure 29 - Déclinaison spatialisée des principaux objectifs des politiques de l'habitat – Source : DOO du SCoTAM – Léa BOLLINI..... | 69 |
| Figure 30 – Cartes des différents secteurs –Source : PPRN - Léa BOLLINI | 70 |
| Figure 31 - L'armature urbaine guide l'organisation du territoire et de la vie locale - Source SCOT – Léa BOLLINI | 71 |
| Figure 32 - Extrait de la carte des Préventions des risques naturels –Source :PPRN - Léa BOLLINI..... | 72 |
| Figure 33 - Localisation des mouvements du sol – Source : PPRN – Léa BOLLINI..... | 73 |
| Figure 34 - Carte des aléas des mouvements de terrain – Source : PPRN – Léa BOLLINI | 74 |

Table des matières

| | |
|---|-----------|
| Avertissement | 3 |
| Remerciement | 4 |
| Introduction..... | 7 |
| PARTIE 1 : La commune de Longeville-Lès-Metz | 8 |
| 1. Une commune périurbaine de la 1ère couronne de l'agglomération Messine. | 9 |
| 2. Ses échelles organisationnelles | 11 |
| PARTIE 2 : Étude de la population..... | 13 |
| 1. La démographie de Longeville-lès-Metz..... | 14 |
| 2. Une volonté de développer la « constructibilité démographique » | 16 |
| PARTIE 3 : Étude de la vie locale et de ses associations..... | 19 |
| 1. Présentation de la vie locale de Longeville-lès-Metz | 20 |
| 2. Les écoles municipales | 24 |
| 3. Le centre socio culturel de Longeville centre..... | 25 |
| 4. L'association principale liée à la jeunesse : La «PeP »..... | 26 |
| 4.1. Présentation des « PeP» selon le Code Civil Local. | 26 |
| 4.2. La « Pep 57 » de Longeville-lès-Metz | 28 |
| 5. Les infrastructures municipales..... | 29 |
| 5.1. Le centre socio culturel Robert Henry..... | 29 |
| 5.2. La médiathèque..... | 30 |
| 5.3. Le complexe sportif | 31 |
| 6. Fonctionnement général de la commune. | 32 |
| 7. Conclusion sur la vie locale de la commune..... | 34 |
| PARTIE 4 : L'organisation du développement local | 35 |
| 1. Le territoire facteur du développement | 36 |
| 2. L'attractivité du territoire..... | 39 |
| 3. Orientations du PLU et du SCoTAM | 40 |
| 4. Enjeux face aux nombreux acteurs présents..... | 43 |
| PARTIE 5 : Projet d'aménagement | 45 |
| 1. Le projet d'aménagement : Un pôle enfance..... | 47 |
| 2. Pourquoi ce projet ? | 48 |
| 3. Les réglementations à suivre..... | 49 |

| | |
|--|----|
| 3.1. La réglementation des Etablissements Recevant du Public..... | 49 |
| 3.2. La réglementation liée aux haltes garderies | 50 |
| 3.3. La réglementation liée aux périscolaires et aux restaurants scolaires | 51 |
| 4. Estimation de la demande et dimension de l'infrastructure | 53 |
| 5. Profiter de l'espace disponible au sein de la commune..... | 54 |
| 6. Proposition d'aménagement..... | 58 |
| 7. L'élaboration du projet..... | 62 |
| 8. Le stationnement | 64 |
| Conclusion | 65 |
| Bibliographie..... | 66 |
| Index des sigles..... | 68 |
| Annexe 1..... | 69 |
| Annexe 2..... | 70 |
| Annexe 3..... | 71 |
| Annexe 4..... | 72 |
| Annexe 5..... | 73 |
| Annexe 6..... | 74 |
| Table des figures..... | 75 |

Léa BOLLINI

DAE3



Sous la direction de :
BOUTET Didier

35 allée Ferdinand de Lesseps
BP 30553
37205 TOURS cedex 3

Projet individuel

Résumé

Promotion : 2014 -2015

Regroupement d'équipements publics - Création d'un pôle enfance

Ce projet individuel fait l'objet d'une étude sur la population et les services publics de Longeville-lès-Metz afin de cibler un ou plusieurs problèmes nuisibles au bon développement de la commune pour les années à venir. Cette étude, nous a donc permis de réaliser une préparation préventive face aux projets d'ordre démographique et économique que prévoit l'agglomération.

Pour ce faire, il a été nécessaire de s'imprégner du dynamisme local et de l'organisation des acteurs de chacune des structures concernées. Il était important de prendre en compte la situation de chacun pour proposer une solution cohérente et pertinente vis-à-vis du territoire et de la population, tout en respectant la volonté d'orientation de la municipalité, ainsi que des contraintes législatives.

Cette étude a donc démontré le bon fonctionnement actuel et l'incapacité de certains services de Longeville-lès-Metz à répondre à la future demande. C'est dans cette optique d'adaptation que nous nous sommes intéressés au centre socio-culturel de Longeville centre. En effet, cette infrastructure n'est pas adaptée aux besoins actuels et futurs. Ainsi, pour résoudre ce problème, nous avons décidé de proposer la construction d'un pôle enfance, regroupant plusieurs équipements publics permettant d'accueillir les enfants âgés de 3 mois à 14 ans.

Ce projet d'aménagement est également en adéquation avec la politique de développement local qui représente de grands enjeux pour l'avenir de la commune. Il est donc de notre responsabilité en tant qu'aménageur d'agir pour en faire une réussite.

Mots-clés : projet aménagement - développement local - services municipaux - enfants - associations

Longeville -lès-Metz - Lorraine -57